

Rapport trimestriel aux actionnaires

Résultats du premier trimestre

Pour le trimestre clos le 31 mars 2015

Rapport trimestriel aux actionnaires

Veillez vous reporter à la page 5 pour prendre connaissance des mises en garde au sujet des déclarations prospectives et des mesures financières non définies par les IFRS.

Il est possible d'obtenir des exemplaires du présent rapport en se rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com ou en communiquant avec le Service du secrétariat général au 204 946-4388.

La Great-West et la conception graphique de la clé sont des marques de commerce de La Great-West, compagnie d'assurance-vie.
London Life et Financière Liberté 55 sont des marques de commerce de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.
Canada-Vie et le symbole social sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.

RAPPORT TRIMESTRIEL AUX ACTIONNAIRES

Résultats pour le trimestre allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2015

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes en date du 31 mars 2015 ont été approuvés par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue aujourd'hui à Toronto.

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco) a présenté un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 700 M\$, ou 0,702 \$ par action ordinaire, pour le trimestre clos le 31 mars 2015, comparativement à 587 M\$, ou 0,587 \$ par action ordinaire, pour le trimestre correspondant de 2014, soit une hausse de 19 %.

L'actif administré consolidé au 31 mars 2015 s'est chiffré à 1,2 billion de dollars, une hausse de 114 G\$ par rapport au 31 décembre 2014.

Faits saillants pour le trimestre

- Tous les territoires ont présenté une forte croissance du bénéfice grâce à une solide croissance des résultats bruts, une augmentation de l'actif géré et le maintien de gains actuariels élevés.
- Les souscriptions totales enregistrées par la Compagnie au premier trimestre de 2015 ont affiché une augmentation de 36 % par rapport au trimestre correspondant de 2014, pour se chiffrer à 27,1 G\$:
 - Les souscriptions de l'exploitation canadienne, qui se sont chiffrées à 3,2 G\$, sont comparables au trimestre correspondant de 2014 car les souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation et celles de l'unité Gestion du patrimoine sont demeurées élevées.
 - Les souscriptions de l'exploitation européenne se sont établies à 4,5 G\$, soit une hausse de 27 %, qui s'explique surtout par l'incidence de l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life Assurance Society.
 - Les souscriptions de Great-West Financial ont été de 7,4 G\$ US, une hausse de 156 % qui s'explique en partie par une hausse des importantes souscriptions de régime au sein d'Empower Retirement.
 - Les souscriptions de Putnam ont été de 8,3 G\$ US, une baisse de 9 % par rapport au premier trimestre de 2014. Cette baisse s'explique essentiellement par la faiblesse des souscriptions de fonds communs de placement, qui avaient été au contraire très vigoureuses il y a un an.
- Le 3 mars 2015, la Compagnie a annoncé qu'elle avait conclu une entente avec The Equitable Life Assurance Society (Equitable Life) au Royaume-Uni visant l'acquisition des actifs et des passifs liés aux activités de rentes d'Equitable Life d'une valeur d'environ 1,6 G\$.
- Le 10 février 2015, la Compagnie a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant l'acquisition de Legal & General International (Ireland) Limited, qui propose des solutions en matière de planification fiscale et de placements axées principalement sur le marché des clients à valeur nette élevée du Royaume-Uni et dont l'actif administré se chiffre à environ 2,5 G£.
- La Compagnie a maintenu un rendement des capitaux propres élevé de 16,0 % en fonction du bénéfice net.

- La situation du capital de la Compagnie est demeurée très solide. Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE) de La Great-West, compagnie d'assurance-vie se chiffrait à 222 % au 31 mars 2015.
- La Compagnie a déclaré un dividende trimestriel de 0,3260 \$ par action ordinaire, payable le 30 juin 2015.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), auquel s'ajoutent les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco comprend les résultats d'exploitation liés aux activités que la Great-West, la London Life et la Canada-Vie exercent au Canada, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. Les trois principales unités d'exploitation sont Assurance individuelle, Gestion du patrimoine et Assurance collective. La Compagnie offre des produits de capitalisation, de rentes, d'assurance-vie, d'assurance invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle et de la Collective.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 299 M\$ pour le premier trimestre de 2015, une hausse de 2 % comparativement à 294 M\$ pour le premier trimestre de 2014.

Les souscriptions totales au premier trimestre de 2015, qui se sont chiffrées à 3,2 G\$, sont comparables à celles enregistrées au premier trimestre de 2014 en raison de la vigueur des souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine et de produits d'assurance-vie avec participation, contrebalancée en partie par la baisse des souscriptions d'assurance créances collective et des souscriptions de produits de rentes collectifs à prime unique.

Le total de l'actif administré par l'exploitation canadienne au 31 mars 2015 se chiffrait à 167 G\$, comparativement à 161 G\$ au 31 décembre 2014.

EXPLOITATION AMÉRICAINNE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Great-West Financial, et plus particulièrement la marque Empower Retirement, offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds et de placement et de consultation, ainsi que des comptes de retraite individuels. Elle offre également des produits d'assurance-vie et de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres. Putnam offre des services de gestion de placements, certains services administratifs, des services de distribution ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 121 M\$ pour le premier trimestre de 2015, soit un bénéfice net de 119 M\$ pour Great-West Financial et de 2 M\$ pour Putnam, comparativement à 41 M\$ pour le premier trimestre de 2014.

Pour le premier trimestre de 2015, les souscriptions de Great-West Financial se sont chiffrées à 7,4 G\$ US, en hausse par rapport au montant de 2,9 G\$ US enregistré au premier trimestre de 2014, en raison surtout d'une augmentation de 3,4 G\$ des importantes souscriptions de régime par l'entremise de la marque Empower Retirement.

Au 31 mars 2015, l'actif géré de Putnam s'élevait à 159 G\$ US, comparativement à 153 G\$ US il y a un an, soit une augmentation de 4 % qui s'explique surtout par l'incidence du rendement positif du marché et du rendement des placements. Au premier trimestre de 2015, les entrées d'actifs nettes ont été négligeables par rapport à celles enregistrées au premier trimestre de 2014, qui se sont chiffrées à 1,1 G\$ US, les entrées d'actifs nettes trimestrielles des fonds communs de placement de 0,4 G\$ US ayant été contrebalancées par des sorties des comptes institutionnels de 0,4 G\$ US.

Au 31 mars 2015, le total de l'actif administré par l'exploitation américaine se chiffrait à 787 G\$, comparativement à 697 G\$ au 31 décembre 2014.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance. Aux résultats de ces unités s'ajoute une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. L'unité Assurance et rentes offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des rentes immédiates, par l'entremise des filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 286 M\$ pour le premier trimestre de 2015, une hausse de 10 %, comparativement à 259 M\$ pour le premier trimestre de 2014.

Pour le premier trimestre de 2015, les souscriptions de produits d'assurance et de rentes se sont établies à 4,5 G\$, comparativement à 3,5 G\$ il y a un an, soit une augmentation de 27 %, ce qui reflète surtout l'incidence de l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life.

Au 31 mars 2015, le total de l'actif administré par l'exploitation européenne s'est chiffré à 223 G\$, une hausse par rapport au montant de 205 G\$ enregistré au 31 décembre 2014, attribuable essentiellement à l'incidence du rendement positif du marché et des placements.

EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

L'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 6 M\$ attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le premier trimestre de 2015, comparativement à une perte nette de 7 M\$ pour le premier trimestre de 2014.

DIVIDENDES TRIMESTRIELS

Lors de sa réunion d'aujourd'hui, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,3260 \$ par action sur les actions ordinaires de la Compagnie payable le 30 juin 2015 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 2 juin 2015.

De plus, le conseil d'administration a approuvé le versement des dividendes trimestriels suivants :

- sur les actions privilégiées de premier rang, série F, à raison de 0,36875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série G, à raison de 0,3250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série H, à raison de 0,30313 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série I, à raison de 0,28125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série L, à raison de 0,353125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série M, à raison de 0,36250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série N, à raison de 0,228125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série P, à raison de 0,3375 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série Q, à raison de 0,321875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série R, à raison de 0,3000 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série S, à raison de 0,328125 \$ par action;

payables en entier le 30 juin 2015 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 2 juin 2015.

Les dividendes dont il est question ci-dessus sont des dividendes admissibles aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute loi provinciale similaire.



P. A. Mahon
Président et chef de la direction
Le 7 mai 2015

RAPPORT DE GESTION**POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 31 MARS 2015****DATÉ DU 7 MAI 2015**

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre clos le 31 mars 2015, ainsi qu'une comparaison avec les périodes correspondantes de 2014, avec le trimestre clos le 31 décembre 2014 et avec la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2014. Le présent rapport de gestion consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 31 mars 2015. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2014 figurant dans le rapport annuel de 2014 de la Compagnie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives visant la Compagnie, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance), des stratégies ou des perspectives commerciales courantes et des mesures futures que pourrait prendre la Compagnie, notamment les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements, constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections à l'égard d'événements futurs qui étaient établies à la date des états financiers et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future, et les événements et les résultats réels pourraient s'avérer significativement différents de ceux qui sont énoncés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. Les facteurs et les hypothèses significatifs qui ont servi à formuler les déclarations prospectives contenues dans le présent document comprennent l'hypothèse selon laquelle la conjoncture dans laquelle la Compagnie exerce ses activités demeurera essentiellement inchangée, ce qui comprend, de façon non limitative, les prix du marché pour les produits offerts, le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, la réassurance, les impôts, l'inflation, les conditions générales sur le plan économique et politique, les marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, la valeur des placements, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, le maintien et la disponibilité du personnel et des tiers fournisseurs de services et la capacité de la Compagnie à effectuer des opérations stratégiques et à intégrer les acquisitions, ainsi que l'hypothèse selon laquelle aucun changement significatif imprévu ne surviendra à l'égard des installations, des clients, des relations avec les employés et des ententes liées aux créances de la Compagnie. Plusieurs de ces hypothèses reposent sur des facteurs et des événements sur lesquels la Compagnie n'exerce aucun contrôle, et rien ne garantit qu'elles se révéleront exactes. Les autres facteurs importants et hypothèses importantes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux présentés dans les déclarations prospectives comprennent les changements technologiques, les violations ou les défaillances des systèmes informatiques et de la sécurité (y compris les cyberattaques), les paiements requis aux termes de produits de placement, les changements sur le plan de la réglementation et des lois locales et internationales, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Le lecteur est prié de noter que la liste des hypothèses et facteurs précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, y compris ceux figurant dans le rapport de gestion annuel de 2014 de la Compagnie aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques. Ces documents ainsi que d'autres documents déposés peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice d'exploitation », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions », « actif géré », « actif administré » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance qui les aident à évaluer les résultats lorsqu'il n'existe aucune mesure comparable définie par les IFRS. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

Principales données financières consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014 ⁽²⁾⁽⁴⁾
Primes et dépôts :			
Montants présentés dans les états financiers			
Primes reçues, montant net (produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie)	6 932 \$	5 501 \$	5 267 \$
Dépôts des titulaires de polices (fonds distincts) :			
Produits de l'Individuelle	2 981	3 185	2 946
Produits de la Collective	2 035	1 955	3 364
Primes et dépôts présentés dans les états financiers	11 948	10 641	11 577
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats de services administratifs seulement) ⁽¹⁾	662	654	658
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽¹⁾⁽²⁾	12 938	12 729	12 295
Total des primes et dépôts⁽¹⁾	25 548	24 024	24 530
Honoraires et autres produits	1 258	1 161	1 059
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices⁽³⁾	9 889	8 125	7 489
Bénéfice			
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	700 \$	657 \$	587 \$
Par action ordinaire			
Bénéfice de base	0,702	0,658	0,587
Dividendes versés	0,3260	0,3075	0,3075
Valeur comptable ⁽⁴⁾	17,68	16,80	15,88
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires⁽⁴⁾⁽⁵⁾			
Bénéfice d'exploitation ⁽⁶⁾	16,0 %	15,7 %	14,7 %
Bénéfice net	16,0 %	15,7 %	16,2 %
Total de l'actif selon les états financiers⁽⁴⁾	381 331 \$	356 709 \$	342 830 \$
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽⁷⁾	238 650	216 271	199 921
Total de l'actif géré⁽⁴⁾⁽⁷⁾	619 981	572 980	542 751
Autres actifs administrés ⁽⁸⁾	556 893	490 353	263 113
Total de l'actif administré⁽⁴⁾	1 176 874 \$	1 063 333 \$	805 864 \$
Total des capitaux propres⁽⁴⁾	22 888 \$	21 897 \$	20 787 \$

⁽¹⁾ En plus des primes et dépôts présentés dans les états financiers, la Compagnie inclut les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS) et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs dans le calcul du total des primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS). Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle est un indicateur de la croissance des résultats bruts.

⁽²⁾ Les chiffres correspondants pour les primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) ont été retraités pour améliorer la cohérence entre les unités d'exploitation de la Compagnie.

⁽³⁾ Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent l'incidence de la variation de la juste valeur des actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

⁽⁴⁾ Les chiffres correspondants ont été ajustés, comme il est expliqué à la note 2 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 31 mars 2015.

⁽⁵⁾ Le rendement des capitaux propres est présenté en détail à la rubrique portant sur la répartition du capital.

⁽⁶⁾ Le bénéfice d'exploitation (une mesure financière non définie par les IFRS) exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 32 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie au 31 décembre 2014.

⁽⁷⁾ Le total de l'actif géré (une mesure financière non définie par les IFRS) est un indicateur de la taille et du volume des activités générales de la Compagnie. Les services offerts relativement à l'actif géré comprennent le choix des placements, la prestation de conseils sur les placements et la gestion de portefeuilles discrétionnaires au nom des clients. L'actif géré est composé des fonds gérés à l'externe et à l'interne dont la Compagnie surveille les politiques de placement.

⁽⁸⁾ Les autres actifs administrés (une mesure financière non définie par les IFRS) comprennent les actifs pour lesquels la Compagnie ne fournit que des services administratifs, contre des honoraires et autres produits. Les clients sont les propriétaires véritables de ces actifs et la Compagnie ne dirige pas les activités de placement. Les services offerts relativement aux actifs administrés comprennent la tenue de livres, les services de garde, la collecte des produits tirés des placements, le règlement de transactions et d'autres services administratifs. Les services administratifs représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie et doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie) et Irish Life Group Limited (Irish Life), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre clos le 31 mars 2015 s'est chiffré à 700 M\$, contre 587 M\$ il y a un an et 657 M\$ au trimestre précédent. Ce montant représente 0,702 \$ par action ordinaire (0,700 \$ après dilution) pour le premier trimestre de 2015, comparativement à 0,587 \$ par action ordinaire (0,587 \$ après dilution) il y a un an et à 0,658 \$ par action ordinaire (0,657 \$ après dilution) au trimestre précédent.

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Exploitation canadienne			
Assurance individuelle	77 \$	120 \$	69 \$
Gestion du patrimoine	122	69	105
Assurance collective	109	96	109
Exploitation générale canadienne	(9)	15	11
	299	300	294
Exploitation américaine			
Services financiers	120	93	94
Gestion d'actifs	2	(1)	(53)
Exploitation générale américaine	(1)	(3)	—
	121	89	41
Exploitation européenne			
Assurance et rentes	216	218	200
Réassurance	77	71	63
Exploitation générale européenne	(7)	(15)	(4)
	286	274	259
Exploitation générale de Lifeco	(6)	(6)	(7)
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	700 \$	657 \$	587 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

INCIDENCE DES MARCHÉS

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt dans les pays où la Compagnie exerce ses activités ont diminué au cours du trimestre, mais cette diminution n'a pas eu d'incidence sur l'étendue des scénarios de taux d'intérêt pris en compte dans le cadre du processus d'évaluation. La fluctuation nette des taux d'intérêt n'a eu aucune incidence significative sur le bénéfice net ou sur le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE) par rapport aux prévisions de la Compagnie.

Afin de réduire son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, la Compagnie suit un processus rigoureux lorsqu'elle effectue l'appariement de l'actif et du passif. Par conséquent, l'incidence de la variation de la juste valeur des obligations couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement comptabilisées par le biais du résultat net est pour l'essentiel contrebalancée par une variation équivalente au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 31 mars 2015 pour une description détaillée de la sensibilité de la Compagnie aux fluctuations des taux d'intérêt.

Marchés boursiers

Au premier trimestre de 2015, le rendement des marchés boursiers a été positif dans tous les territoires où la Compagnie exerce ses activités. Ce rendement a eu une incidence favorable sur les honoraires liés aux actifs de la Compagnie et a continué d'avoir un effet favorable sur le coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou des prestations de revenu de certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie.

À la clôture du premier trimestre, les principaux indices boursiers affichaient des hausses respectives de 2 %, de 18 % et de 3 % au Canada (indice S&P/TSX), dans la grande région européenne (indice EURO STOXX 50) et au Royaume-Uni (indice FTSE 100), mais une stabilité aux États-Unis (indice S&P 500), par rapport au 31 décembre 2014. Par rapport au premier trimestre de 2014, la moyenne des niveaux des marchés boursiers du premier trimestre de 2015 a enregistré une hausse de 6 % au Canada, de 11 % dans la grande région européenne, de 2 % au Royaume-Uni et de 12 % aux États-Unis.

Devises

Dans le présent document, des termes sont utilisés pour souligner l'incidence du taux de change sur les résultats, par exemple « taux de change constant », « incidence de la fluctuation des devises » et « incidence des fluctuations liées à la conversion des devises ». Ces mesures ont été établies d'après les taux moyens ou les taux à la fin de la période, suivant le cas, en vigueur à la date de la période correspondante. Ces mesures non définies par les IFRS fournissent des renseignements utiles, car elles accroissent la comparabilité des résultats entre les périodes.

Au cours du premier trimestre de 2015, le taux de change moyen du dollar américain et de la livre sterling a augmenté par rapport au premier trimestre de 2014, tandis que le taux de change moyen de l'euro a diminué. L'incidence globale des fluctuations des devises sur le bénéfice net de la Compagnie s'est traduite par une croissance de 15 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2015, par rapport aux taux de change en vigueur il y a un an.

Du 31 décembre 2014 au 31 mars 2015, les taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation qui ont servi à convertir en dollars canadiens l'actif et le passif libellés en dollars américains et en livres sterling ont augmenté, tandis que le taux du marché à la fin de la période qui a servi à convertir en dollars canadiens l'actif et le passif libellés en euros a diminué. Les fluctuations des taux en vigueur sur le marché à la fin de la période ont donné lieu à des profits de change latents de 753 M\$ sur la conversion des établissements à l'étranger, compte tenu des activités de couverture connexes. Ce montant a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global au cours du trimestre.

Les taux de change pour la période considérée et la période comparative sont présentés en détail à la rubrique Conversion des devises.

RÉVISION DES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Au cours du premier trimestre de 2015, la Compagnie a révisé un certain nombre d'hypothèses, ce qui a eu une incidence positive de 82 M\$ sur le bénéfice net, comparativement à 39 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 176 M\$ pour le trimestre précédent. Pour le premier trimestre de 2015, le raffinement des hypothèses au chapitre de la longévité à l'égard des rentes et la révision des hypothèses au chapitre des flux de trésorerie de l'actif pour l'exploitation européenne de même que le raffinement de la modélisation pour l'exploitation canadienne ont été contrebalancés en partie par une augmentation des hypothèses au chapitre des taxes sur les primes pour l'exploitation canadienne.

PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Le total des primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) comprennent les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque (une mesure définie par les IFRS), les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective ainsi que les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs. Cette mesure est un indicateur de la croissance des résultats bruts.

Les souscriptions (une mesure financière non définie par les IFRS) de produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque comprennent la totalité des primes uniques et des primes annualisées prévues pour les douze premiers mois du régime. Les souscriptions d'assurance collective et de SAS reflètent les primes annualisées et les équivalents de primes pour les nouvelles polices et les nouveaux avantages couverts ou l'expansion de la couverture des polices existantes. Dans le cas des produits de gestion du patrimoine individuels, les souscriptions comprennent les dépôts des produits de fonds distincts, les dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ainsi que les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs. Dans le cas des produits de gestion du patrimoine collectifs, les souscriptions comprennent les actifs transférés d'un ancien fournisseur de régime et les cotisations annuelles prévues au nouveau plan. Cette mesure est un indicateur de la croissance des nouvelles affaires.

Total des primes et dépôts

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014 ⁽¹⁾
Exploitation canadienne			
Assurance individuelle	1 154 \$	1 202 \$	1 077 \$
Gestion du patrimoine	2 811	2 741	4 051
Assurance collective	1 948	1 931	1 900
	5 913	5 874	7 028
Exploitation américaine			
Services financiers ⁽¹⁾	2 730	2 268	2 441
Gestion d'actifs	10 232	10 542	9 972
	12 962	12 810	12 413
Exploitation européenne			
Assurance et rentes	5 160	3 875	4 112
Réassurance	1 513	1 465	977
	6 673	5 340	5 089
Total	25 548 \$	24 024 \$	24 530 \$

Souscriptions

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Exploitation canadienne	3 183 \$	3 311 \$	3 202 \$
Exploitation américaine	19 436	15 105	13 159
Exploitation européenne – Assurance et rentes	4 456	3 155	3 506
Total	27 075 \$	21 571 \$	19 867 \$

⁽¹⁾ Les chiffres correspondants pour le total des primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) ont été retraités pour accroître l'uniformité entre les unités d'exploitation de la Compagnie.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du total des primes et dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

PRODUITS NETS TIRÉS DES PLACEMENTS

Produits nets tirés des placements	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Produits tirés des placements – gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 475 \$	1 511 \$	1 490 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances	1	(8)	(1)
Profits nets réalisés	87	43	22
Produits tirés des placements – réguliers	1 563	1 546	1 511
Frais de placement	(27)	(30)	(22)
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 536	1 516	1 489
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	2 953	2 545	2 122
Produits nets tirés des placements	4 489 \$	4 061 \$	3 611 \$

Au premier trimestre de 2015, les produits nets tirés des placements, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont augmenté de 878 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les fluctuations des justes valeurs au premier trimestre de 2015 se sont soldées par une augmentation de 2 953 M\$, comparativement à une augmentation de 2 122 M\$ au premier trimestre de 2014, principalement en raison d'une baisse plus marquée des rendements des obligations.

Au premier trimestre de 2015, les produits nets tirés des placements réguliers, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont crû de 47 M\$ par rapport au premier trimestre de 2014. L'augmentation s'explique principalement par la hausse des profits nets réalisés et l'incidence des fluctuations des devises, alors que le dollar américain et la livre sterling se sont raffermis par rapport au dollar canadien, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des intérêts tirés des placements à revenu fixe. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 74 M\$ pour le premier trimestre de 2015, comparativement à 11 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Au premier trimestre de 2015, les produits nets tirés des placements ont augmenté de 428 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des augmentations nettes de la juste valeur de 2 953 M\$ au cours du premier trimestre de 2015, comparativement à des augmentations nettes de 2 545 M\$ au trimestre précédent. La variation des justes valeurs est surtout attribuable au raffermissement des marchés boursiers au premier trimestre de 2015, alors qu'un recul avait été enregistré au trimestre précédent, ainsi qu'à une baisse plus marquée des rendements des obligations au Canada par rapport au trimestre précédent.

Marchés du crédit

Au premier trimestre de 2015, la Compagnie a enregistré des reprises nettes sur les placements ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, qui ont eu une incidence favorable de 3 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (reprise nette de 5 M\$ au premier trimestre de 2014).

Au premier trimestre de 2015, la modification des notations du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 6 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (charge nette de 3 M\$ au premier trimestre de 2014).

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Exploitation canadienne			
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	319 \$	309 \$	306 \$
Contrats SAS	39	40	38
	358	349	344
Exploitation américaine			
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	573	522	419
Exploitation européenne			
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	327	290	296
Total des honoraires et autres produits	1 258 \$	1 161 \$	1 059 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICES

Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Exploitation canadienne	3 765 \$	3 327 \$	3 365 \$
Exploitation américaine	1 121	1 229	1 298
Exploitation européenne	5 003	3 569	2 826
Total	9 889 \$	8 125 \$	7 489 \$

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les rentes, les versements échus, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts, les participations des titulaires de polices, les bonifications et la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. La variation des passifs relatifs aux contrats comprend l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant les passifs et des variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte du montant des prestations liées aux contrats SAS, aux fonds distincts et aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2015, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 9,9 G\$, ce qui comprend un montant de 5,5 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 4,4 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats. L'augmentation de 2,4 G\$ par rapport à la période correspondante de 2014 comprend une hausse de 1,6 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats et une hausse de 824 M\$ des paiements de prestations. Cette augmentation des passifs relatifs aux contrats s'explique essentiellement par l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life et par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe. L'augmentation des paiements de prestations découle principalement des nouveaux traités et des traités restructurés, de la croissance normale des affaires et des fluctuations des devises.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices ont augmenté de 1,8 G\$. Cette augmentation comprend une hausse de 1,4 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats, qui s'explique essentiellement par l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life et par la hausse des ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe. L'augmentation comprend également une augmentation de 347 M\$ des paiements de prestations, en raison principalement de la croissance normale des affaires et des fluctuations des devises.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie est généralement inférieur à son taux d'imposition prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits non imposables tirés des placements et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Au premier trimestre de 2015, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 23 %, comparativement à 21 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse du taux d'imposition effectif de la Compagnie tient principalement à une diminution de la proportion du revenu de la Compagnie composée de produits non imposables tirés des placements et de celle assujettie à des taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers, ainsi qu'à une hausse des réserves au titre des positions fiscales incertaines.

Au premier trimestre de 2015, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 23 %, ce qui représente une hausse comparativement à 19 % au quatrième trimestre de 2014. La hausse du taux d'imposition effectif par rapport au trimestre précédent tient principalement à une hausse des réserves au titre des positions fiscales incertaines.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

	31 mars 2015			Total
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	
Actif administré				
Actif				
Actif investi	67 002 \$	39 997 \$	48 212 \$	155 211 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 121	2 263	2 279	9 663
Autres actifs	3 651	4 263	21 110	29 024
Actif net des fonds distincts	71 598	34 693	81 142	187 433
Total de l'actif	147 372	81 216	152 743	381 331
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	5 019	211 294	22 337	238 650
Total de l'actif géré	152 391	292 510	175 080	619 981
Autres actifs administrés	15 164	494 200	47 529	556 893
Total de l'actif administré	167 555 \$	786 710 \$	222 609 \$	1 176 874 \$
	31 décembre 2014			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	64 718 \$	36 198 \$	45 440 \$	146 356 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 123	2 061	2 296	9 480
Autres actifs	3 277	3 613	19 017	25 907
Actif net des fonds distincts	68 372	31 030	75 564	174 966
Total de l'actif	141 490	72 902	142 317	356 709
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	4 718	190 817	20 736	216 271
Total de l'actif géré	146 208	263 719	163 053	572 980
Autres actifs administrés	14 793	433 754	41 806	490 353
Total de l'actif administré	161 001 \$	697 473 \$	204 859 \$	1 063 333 \$

Au 31 mars 2015, le total de l'actif administré avait crû de 113,5 G\$ par rapport au 31 décembre 2014 pour atteindre près de 1,2 billion de dollars, essentiellement en raison de l'incidence favorable des fluctuations des devises ainsi que de la hausse des valeurs de marché et de la croissance des nouvelles affaires.

ACTIF INVESTI

La Compagnie est responsable de l'administration de l'actif de son fonds général en vue de satisfaire à ses besoins en matière de flux de trésorerie, de liquidités et de rentabilité des produits d'assurance et d'investissement. Elle se conforme à des politiques de placement prudentes de manière à éviter que l'actif soit indûment exposé aux risques de concentration, de crédit ou de marché. La Compagnie met en œuvre des stratégies cadrant avec ses politiques globales, qu'elle révisé et rajuste périodiquement pour tenir compte des flux de trésorerie, du passif et de la conjoncture des marchés financiers. La majorité des placements du fonds général sont constitués de titres à revenu fixe à moyen et à long terme, principalement des obligations et des prêts hypothécaires, qui reflètent la nature du passif de la Compagnie.

Portefeuille d'obligations – La Compagnie a pour politique d'acquérir seulement des obligations de grande qualité, en suivant des politiques de placement prudentes et bien définies. Au 31 mars 2015, le total du portefeuille d'obligations, y compris les placements à court terme, se chiffrait à 109,9 G\$, soit 71 % de l'actif investi, contre 103,2 G\$, ou 71 % de l'actif investi, au 31 décembre 2014. La qualité globale du portefeuille d'obligations est demeurée élevée, 99 % du portefeuille étant coté de bonne qualité et 82 % ayant la notation A ou une notation supérieure. L'exposition de la Compagnie aux obligations du secteur pétrolier et gazier, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants, représentait moins de 3 % de l'actif investi au 31 mars 2015 et au 31 décembre 2014.

Qualité des obligations du portefeuille

	31 mars 2015		31 décembre 2014	
AAA	35 132 \$	32 %	34 332 \$	34 %
AA	20 630	19	18 954	18
A	33 792	31	31 133	30
BBB	18 874	17	17 370	17
BB ou inférieure	1 467	1	1 379	1
Total	109 895 \$	100 %	103 168 \$	100 %

Portefeuille de prêts hypothécaires – La Compagnie a pour politique d'acquérir uniquement des prêts hypothécaires commerciaux de grande qualité qui répondent à des normes de tarification et à des critères de diversification stricts. La Compagnie a un système de classification des risques bien défini, qu'elle utilise dans le cadre de ses processus de tarification et de surveillance du crédit pour les prêts commerciaux. Les spécialistes des prêts hypothécaires de la Compagnie sont responsables du montage des prêts hypothécaires résidentiels et ils suivent des normes de tarification bien établies. Les prêts sont bien diversifiés dans chaque région géographique, et les exigences de diversification propres aux prêts hypothécaires non assurés sont satisfaites.

Portefeuille de prêts hypothécaires

Prêts hypothécaires par type de bien	31 mars 2015			31 décembre 2014	
	Assurés	Non assurés	Total	Total	
Résidences unifamiliales	809 \$	1 116 \$	1 925 \$	1 916 \$	9 %
Résidences multifamiliales	2 902	2 730	5 632	5 322	26
Biens commerciaux	236	13 391	13 627	13 308	65
Total	3 947 \$	17 237 \$	21 184 \$	20 546 \$	100 %

Le total du portefeuille de prêts hypothécaires s'établissait à 21,2 G\$, soit 14 % de l'actif investi, au 31 mars 2015, comparativement à 20,5 G\$, ou 14 % de l'actif investi, au 31 décembre 2014. Le total des prêts assurés s'élevait à 3,9 G\$, soit 19 % du portefeuille de prêts hypothécaires.

Prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales

Région	31 mars 2015		31 décembre 2014	
Ontario	941 \$	49 %	933 \$	49 %
Québec	398	21	401	21
Alberta	134	7	134	7
Colombie-Britannique	111	6	111	6
Terre-Neuve	101	5	102	5
Saskatchewan	81	4	78	4
Nouvelle-Écosse	62	3	62	3
Manitoba	54	3	51	3
Nouveau-Brunswick	40	2	41	2
Autres	3	—	3	—
Total	1 925 \$	100 %	1 916 \$	100 %

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, les octrois de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales, y compris les renouvellements, se sont chiffrés à 129 M\$ et ceux-ci sont assurés dans une proportion de 31 %. Les prêts hypothécaires assurés comprennent les prêts hypothécaires pour lesquels l'assurance est fournie par un tiers, laquelle protège la Compagnie dans l'éventualité où l'emprunteur est incapable de s'acquitter de ses obligations à l'égard du prêt. Les prêts qui sont assurés sont soumis aux exigences imposées par le fournisseur d'assurance prêt hypothécaire. Pour l'octroi de nouveaux prêts hypothécaires non assurés, les politiques d'investissement de la Compagnie limitent la période d'amortissement à 25 ans et la valeur du prêt à 80 % du prix d'achat ou de la valeur d'expertise actuelle de la propriété. La période d'amortissement moyenne restante du portefeuille de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales était de 22 ans au 31 mars 2015.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique actuarielle canadiennes et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 31 mars 2015, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 3 283 M\$, comparativement à 3 133 M\$ au 31 décembre 2014, soit une augmentation de 150 M\$ découlant essentiellement de l'incidence de la fluctuation des devises et des activités normales.

Les provisions pour perte de valeur de 25 M\$ (22 M\$ au 31 décembre 2014) et les provisions actuarielles pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance de 3 283 M\$ (3 133 M\$ au 31 décembre 2014), représentaient au total 2,3 % des obligations et des actifs hypothécaires, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants, au 31 mars 2015 (2,4 % au 31 décembre 2014).

PASSIF

Total du passif	31 mars 2015	31 déc. 2014
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	155 362 \$	146 055 \$
Autres passifs du fonds général	15 648	13 791
Placements et contrats d'assurance pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	187 433	174 966
Total	358 443 \$	334 812 \$

Le total du passif a augmenté de 23,6 G\$ par rapport au 31 décembre 2014, passant ainsi à 358,4 G\$ au 31 mars 2015.

Les contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ont augmenté de 12,5 G\$ en raison essentiellement de l'incidence de l'augmentation de la valeur de marché et des produits tirés des placements de 9,6 G\$, de l'incidence des fluctuations des devises de 2,3 G\$, et des dépôts nets de 0,3 G\$. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 9,3 G\$. Cette hausse découle surtout du raffermissement du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, de la baisse des taux d'intérêt qui est reflétée dans les ajustements à la juste valeur, et de l'incidence de l'acquisition des affaires liées aux rentes d'Equitable Life.

Garanties liées aux placements à l'égard des produits de gestion du patrimoine

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement.

Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 31 mars 2015, la valeur de marché des produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne se chiffrait à 3 320 M\$ (3 016 M\$ au 31 décembre 2014). La Compagnie a un programme de couverture en place visant à gérer certains risques liés aux options intégrées à ses produits assortis d'une garantie de retrait minimum.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

	31 mars 2015			
	Insuffisance des placements par type de prestations			
	Revenu	Échéance	Décès	Total⁽¹⁾
Exploitation canadienne	— \$	30 \$	91 \$	91 \$
Exploitation américaine	1	—	45	46
Exploitation européenne				
Assurance et rentes	3	58	67	67
Réassurance ⁽²⁾	415	—	21	436
	418	58	88	503
Total	419 \$	88 \$	224 \$	640 \$

⁽¹⁾ Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne au 31 mars 2015 pour chaque police.

⁽²⁾ L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 31 mars 2015. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à 3 M\$ pour le trimestre (2 M\$ pour le premier trimestre de 2014), la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Réassurance de l'exploitation européenne.

CAPITAL SOCIAL ET SURPLUS

Au 31 mars 2015, le capital social en circulation se chiffrait à 9 668 M\$, dont 7 154 M\$ d'actions ordinaires, 2 264 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et 250 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans.

La Compagnie a initié le 9 décembre 2014 une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui se clôturera le 8 décembre 2015 et qui vise à racheter aux fins d'annulation jusqu'à 8 000 000 de ses actions ordinaires aux cours du marché pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, la Compagnie a racheté et annulé 765 450 actions ordinaires (425 878 en 2014) au coût moyen par action de 34,23 \$ (31,30 \$ en 2014) en vertu de son programme de rachat dans le cours normal des activités.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle de la Compagnie incluent le surplus attribuable au compte de participation de filiales et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales.

LIQUIDITÉS ET GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL**LIQUIDITÉS**

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. Lifeco détient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme directement et par l'intermédiaire de ses filiales consolidées. Au 31 mars 2015, la Compagnie et ses filiales en exploitation détenaient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme de 9,7 G\$ (7,3 G\$ au 31 décembre 2014) et des obligations d'État disponibles de 32,0 G\$ (32,8 G\$ au 31 décembre 2014). Au 31 mars 2015, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les obligations à court terme comprenaient environ 0,9 G\$ (0,7 G\$ au 31 décembre 2014) par l'intermédiaire de Lifeco, la société de portefeuille. De plus, la Compagnie dispose de marges de crédit suffisantes obtenues auprès de banques à charte canadiennes qui peuvent être utilisées, au besoin, pour répondre à des besoins imprévus en matière de liquidités.

La Compagnie n'a aucune politique officielle en matière de dividendes sur les actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires en circulation de la Compagnie sont déclarés et versés à la discrétion exclusive du conseil d'administration de celle-ci. La décision de déclarer un dividende sur les actions ordinaires de la Compagnie tient compte de plusieurs facteurs, y compris le bénéfice, la suffisance du capital et la disponibilité des liquidités.

La capacité de la Compagnie, à titre de société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales en exploitation à lui verser des dividendes. Les filiales en exploitation de la Compagnie sont assujetties à la réglementation en vigueur dans un certain nombre de territoires, chacun ayant sa propre façon de calculer le montant de capital qui doit être détenu relativement aux différentes activités menées par ces filiales en exploitation. Les exigences imposées par les autorités de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes à la Compagnie. Pour les entités dont le siège social est situé en Europe, les politiques en matière de solvabilité changeront pour refléter la réforme Solvabilité II, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016. L'incertitude entourant les règles et l'interprétation réglementaire pourrait faire croître le risque à court terme que les exigences de capital soient rehaussées à l'échelle locale. La Compagnie continue d'évaluer l'incidence de ce changement et prendra les mesures appropriées pour s'adapter au nouveau contexte réglementaire.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation	1 092 \$	1 273 \$
Financement	(380)	(410)
Investissement	(104)	(561)
	608	302
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	91	103
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	699	405
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 498	2 791
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 197 \$	3 196 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits nets tirés des placements et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. De façon générale, ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de polices et des sinistres, ainsi que des charges d'exploitation et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au premier trimestre de 2015, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 699 M\$ par rapport au 31 décembre 2014. Au cours du premier trimestre de 2015, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 1 092 M\$, une baisse de 181 M\$ par rapport au premier trimestre de 2014. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 380 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 357 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 43 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale, facteurs contrebalancés en partie par l'émission d'actions ordinaires pour un montant de 57 M\$. Au cours du trimestre, la Compagnie a augmenté le dividende aux détenteurs d'actions ordinaires, le faisant ainsi passer de 0,3075 \$ par action ordinaire à 0,3260 \$ par action ordinaire. Pour le trimestre clos le 31 mars 2015, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 104 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

Les engagements et obligations contractuels n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2014.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

Concernant la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences de capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques opérationnels, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques.

La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités. D'autres établissements et filiales à l'étranger doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Les décisions de capitalisation de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiennent également compte de l'incidence que pourraient avoir de telles mesures sur les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du MPRCE. La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MPRCE pour les principales filiales en exploitation canadiennes de Lifeco se situe entre 175 % et 215 %, sur une base consolidée.

Le ratio du MPRCE de la Great-West au 31 mars 2015 s'établissait à 222 % (224 % au 31 décembre 2014). Le ratio du MPRCE de la London Life au 31 mars 2015 s'établissait à 237 % (247 % au 31 décembre 2014). Le ratio du MPRCE de la Canada-Vie au 31 mars 2015 s'établissait à 236 % (237 % au 31 décembre 2014). Le ratio du MPRCE ne tient pas compte de l'incidence des liquidités de 0,9 G\$ détenues par Lifeco, la société de portefeuille, au 31 mars 2015 (0,7 G\$ au 31 décembre 2014).

Aux fins du calcul de la situation du MPRCE, on soustrait du capital réglementaire disponible le goodwill et les immobilisations incorporelles, sous réserve de l'inclusion obligatoire d'une tranche des immobilisations incorporelles. Selon la ligne directrice du BSIF sur le MPRCE, les nouvelles évaluations trimestrielles des régimes à prestations définies qui ont une incidence sur le capital disponible pour les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale doivent être amorties sur 12 trimestres.

En raison de la nature évolutive des IFRS et des modifications proposées aux IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

La Compagnie est un utilisateur et un fournisseur de produits de réassurance, y compris la réassurance traditionnelle, laquelle sert principalement à réduire les risques garantis pris en charge, et la réassurance financière, en vertu de laquelle le montant du risque garanti transféré au réassureur ou aux réassurés peut être plus limité.

La Compagnie a établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter tous les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le plan de capital est conçu pour assurer le maintien d'un capital adéquat par la Compagnie, en tenant compte de la stratégie, du profil de risques et des plans d'affaires de celle-ci. Le conseil d'administration examine et approuve le plan de capital annuel ainsi que toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction conformément au plan.

Initiatives réglementaires du BSIF en matière de capital

Le BSIF a commencé à travailler sur un certain nombre d'initiatives qui auront, ou pourraient avoir, une incidence sur le calcul et la présentation du MPRCE de la Compagnie ou de certaines de ses filiales.

Ces initiatives sont présentées dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie du BSIF pour 2013 et sont classées selon trois grandes catégories, en ce qui concerne les montants du capital réglementaire : l'examen de la méthode utilisée pour déterminer les exigences de capital relativement aux garanties de fonds distincts, l'examen des critères d'admissibilité et des composantes du capital disponible, ainsi que le nouveau modèle servant à calculer les exigences de capital relatives aux risques de crédit, de marché, d'assurance et opérationnel. En outre, le BSIF tiendra compte des avantages de la diversification et des crédits de couverture dans son nouveau cadre.

La Compagnie évalue actuellement les propositions du BSIF présentées aux intervenants du secteur et participe à des discussions continues avec le BSIF, l'Institut canadien des actuaires, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres participants du secteur. De plus, la Compagnie participe activement aux études d'impact quantitatives du BSIF dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie. À l'heure actuelle, la Compagnie n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces initiatives.

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La Compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement la Great-West), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences de capital réglementaire, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Cette méthode de répartition du capital permet à la Compagnie de calculer des rendements des capitaux propres comparables pour chaque unité d'exploitation. Par conséquent, ces rendements des capitaux propres se fondent sur le capital qui a été alloué aux unités d'exploitation et sur les charges financières associées à ce capital.

Rendement des capitaux propres⁽¹⁾

	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014 ⁽³⁾⁽⁴⁾
Exploitation canadienne	22,2 %	22,1 %	23,0 %
Services financiers aux États-Unis⁽²⁾	16,0 %	16,3 %	17,8 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam)	(0,7) %	(3,6) %	(5,3) %
Exploitation européenne	18,0 %	17,7 %	14,9 %
Exploitation générale de Lifeco⁽³⁾	(5,1) %	(5,3) %	(19,6) %
Total du bénéfice d'exploitation de Lifeco⁽³⁾	16,0 %	15,7 %	14,7 %
Total du bénéfice net de Lifeco	16,0 %	15,7 %	16,2 %

⁽¹⁾ Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires pour les quatre derniers trimestres.

⁽²⁾ Comprend l'exploitation générale américaine.

⁽³⁾ Le bénéfice d'exploitation (une mesure financière non définie par les IFRS) exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 32 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie au 31 décembre 2014, ce qui est reflété dans les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

⁽⁴⁾ Les chiffres correspondants ont été ajustés, comme il est expliqué à la note 2 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 31 mars 2015.

NOTATIONS

Cinq sociétés de notation indépendantes attribuent des notations à Great-West Lifeco. Au premier trimestre de 2015, les notations attribuées à Lifeco et à ses principales filiales en exploitation sont demeurées inchangées (se reporter au tableau ci-après). La Compagnie continue d'afficher d'excellentes notations par rapport à ses concurrents en Amérique du Nord, grâce à son profil de risque prudent ainsi qu'à la stabilité de son bénéfice net et de ses dividendes.

Les sociétés en exploitation de Lifeco reçoivent une notation groupée de la part de chaque agence de notation. Cette approche de notation groupée est essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Les notations groupées de la Compagnie n'ont subi aucune modification au premier trimestre de 2015.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	Great-West Financial
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Capacité de paiement des sinistres Créances de premier rang Créances de second rang	AA (faible)	IC-1	IC-1	IC-1 AA (faible)	non coté
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang	A	AA	AA	AA	AA
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang Créances de second rang	A+	AA	AA	AA AA-	AA

Standard & Poor's Ratings Services et Fitch Ratings ont respectivement accordé à Irish Life Assurance Plc (ILA) une notation de A et de AA-. Standard & Poor's Ratings Services et Fitch Ratings ont accordé la notation BBB+ et A-, respectivement, aux billets perpétuels de 200 M€ d'ILA repris à l'acquisition d'Irish Life.

GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés au premier trimestre de 2015. Les transactions sur dérivés de la Compagnie sont habituellement régies par les conventions-cadres de l'International Swaps and Derivatives Association, Inc. (l'ISDA), qui prévoient un droit juridiquement exécutoire de compensation et de compensation avec déchéance du terme de l'exposition à des contreparties précises dans l'éventualité de l'annulation d'une transaction, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, des cas de défaillance et de faillite. En cas de résiliation anticipée, la Compagnie peut compenser les débiteurs d'une contrepartie au moyen des créiteurs de la même contrepartie, dans la même entité légale, qui découlent de toutes les transactions incluses. En ce qui concerne la Compagnie, les conventions-cadres de l'ISDA pourraient comprendre des dispositions provenant des annexes sur le soutien du crédit, lesquelles exigent d'offrir et d'accepter des garanties à l'égard des transactions sur dérivés. Au 31 mars 2015, le total des garanties financières, incluant la marge initiale et le surdimensionnement, reçues relativement aux actifs dérivés s'élevait à 105 M\$ (52 M\$ au 31 décembre 2014) et un montant de 340 M\$ avait été donné en garantie à l'égard des passifs dérivés (299 M\$ au 31 décembre 2014).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, le montant nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 8,1 G\$ pour se chiffrer à 23,6 G\$, principalement en raison d'une augmentation de 7,9 G\$ liée à certaines opérations sur valeurs qui n'ont pas encore été annoncées et dont le règlement reste à venir.

L'exposition de la Compagnie au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a diminué pour s'établir à 583 M\$ au 31 mars 2015, comparativement à 652 M\$ au 31 décembre 2014. La valeur de marché des swaps de devises aux termes desquels des dollars américains sont achetés en dollars canadiens a diminué, en raison du raffermissement du dollar américain et du dénouement de certains swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de profits latents de 202 M\$ au 31 décembre 2015. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par l'augmentation de la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt aux termes desquels des taux fixes sont reçus et des taux variables payés, ces derniers swaps ayant subi l'incidence de la baisse des taux d'intérêt.

MÉTHODES COMPTABLES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes ont eu une incidence sur la Compagnie en 2015 et certaines modifications pourraient avoir une incidence sur la Compagnie pour les périodes de présentation ultérieures. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie.

La Compagnie a adopté les modifications à portée limitée des IFRS pour les *Améliorations annuelles – Cycle 2010-2012*, les *Améliorations annuelles – Cycle 2011-2013* et IAS 19, *Avantages du personnel*, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2015. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

En ce qui a trait aux modifications des méthodes comptables futures qui pourraient avoir une incidence sur la Compagnie, il n'y a pas eu de modification importante par rapport aux informations fournies dans le rapport de gestion annuel de la Compagnie pour 2014.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco correspondent au bénéfice net de la Great-West et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, la Canada-Vie, Great-West Financial et Putnam, auquel s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats d'exploitation consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats d'exploitation de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance créances à l'intention des clients de la Collective au Canada.

Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Primes et dépôts	5 913 \$	5 874 \$	7 028 \$
Souscriptions	3 183	3 311	3 202
Honoraires et autres produits	358	349	344
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	299	300	294
Total de l'actif	147 372 \$	141 490 \$	135 197 \$
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	5 019	4 718	4 382
Total de l'actif géré	152 391	146 208	139 579
Autres actifs administrés	15 164	14 793	13 812
Total de l'actif administré	167 555 \$	161 001 \$	153 391 \$

FAITS NOUVEAUX EN 2015

- Les primes et dépôts pour le premier trimestre de 2015 se sont chiffrés à 5 913 M\$, une diminution de 1 115 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2014. Pour le premier trimestre de 2014, les primes et dépôts comprenaient un montant de 1 066 M\$ lié à la conversion de certains actifs d'un régime de retraite en un produit de fonds distincts, conversion qui ne s'est pas reproduite en 2015. Compte non tenu de l'incidence de cette conversion, les primes et dépôts étaient comparables à ceux du trimestre correspondant de 2014.
- Les souscriptions se sont chiffrées à 3 183 M\$ pour le premier trimestre de 2015, un montant comparable à celui de 3 202 M\$ enregistré au trimestre correspondant de 2014.
- Les honoraires et autres produits se sont établis à 358 M\$ pour le premier trimestre de 2015, une hausse de 14 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2014, principalement en raison de la croissance de l'actif géré attribuable aux profits réalisés sur le marché et aux flux de trésorerie nets positifs.

- Le bénéfice net a été de 299 M\$ pour le premier trimestre de 2015, un montant comparable à celui de 294 M\$ enregistré pour le trimestre correspondant de 2014, car les solides résultats au chapitre de l'investissement ont pour l'essentiel été contrebalancés par la diminution de l'apport des modifications des bases actuarielles et par la hausse des charges.
- L'exploitation canadienne a continué de prioriser la croissance interne, ce qui comprend l'augmentation des investissements dans les technologies et les services numériques.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Primes et dépôts	1 154 \$	1 202 \$	1 077 \$
Souscriptions	113	117	122
Bénéfice net	77	120	69

Primes et dépôts

Au cours du premier trimestre de 2015, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 77 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 154 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 78 M\$ pour le trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 072 M\$, essentiellement en raison de l'augmentation des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant se sont chiffrées à 82 M\$, soit un montant comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Au cours du premier trimestre de 2015, les primes des produits d'assurance individuelle ont diminué de 48 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la diminution des primes d'assurance-vie avec participation.

Souscriptions

Pour le premier trimestre de 2015, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont diminué de 9 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 113 M\$. Les souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation sont demeurées vigoureuses et une hausse de 2 M\$, ou 2 %, a été enregistrée. Les souscriptions de produits d'assurance-vie universelle et d'assurance-vie temporaire ont diminué de 10 M\$, ou 30 %, car elles ont subi les effets des retards dans le traitement des demandes d'assurance qui découlent des problèmes liés au nouveau système administratif. Bien que les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle aient diminué d'un exercice à l'autre pour le premier trimestre, les résultats ont continué de croître au cours du trimestre alors que la Compagnie poursuit ses efforts pour que les niveaux de service retournent à la normale en 2015.

Au cours du premier trimestre de 2015, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont diminué de 4 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse de 4 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2015 a augmenté de 8 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 77 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de l'apport des placements et aux résultats favorables au chapitre de la morbidité, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires et la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2015 a diminué de 43 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance qui a été partiellement contrebalancée par la hausse de l'apport des placements et par les résultats favorables au chapitre de la morbidité.

Au premier trimestre de 2015, le bénéfice net attribuable au compte de participation a augmenté de 11 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 33 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de l'apport des placements liés aux surplus d'actifs du compte de participation.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation pour le premier trimestre de 2015 a augmenté de 9 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de l'apport des placements liés aux surplus d'actifs du compte de participation et à la baisse des pressions exercées par les nouvelles affaires, facteurs contrebalancés en partie par la diminution de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

GESTION DU PATRIMOINE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Primes et dépôts	2 811 \$	2 741 \$	4 051 \$
Souscriptions	2 944	3 073	2 933
Honoraires et autres produits	308	297	294
Bénéfice net	122	69	105

Primes et dépôts

Compte non tenu de l'incidence du montant de 1 066 M\$ lié à la conversion de certains actifs d'un régime de retraite en un produit de fonds distincts au premier trimestre de 2014, les primes et dépôts se sont chiffrés à 2 811 M\$ au premier trimestre de 2015, ce qui représente une diminution de 174 M\$. La diminution des primes liées aux régimes de capitalisation collectifs et aux produits de rentes collectifs à prime unique au premier trimestre de 2015 a été contrebalancée en partie par la hausse des primes et dépôts liés aux fonds de placement offerts aux particuliers.

Les primes et dépôts pour le premier trimestre de 2015 ont augmenté de 70 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des primes liées aux fonds de placement offerts aux particuliers qui est attribuable à la saisonnalité des activités relatives aux régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), hausse qui a été partiellement contrebalancée par la diminution des primes liées aux produits de rentes collectifs à prime unique.

Souscriptions

Les souscriptions pour le premier trimestre de 2015 ont crû de 11 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 944 M\$. Cette augmentation tient principalement à la hausse des souscriptions liées aux fonds de placement offerts aux particuliers, qui a été atténuée par la baisse des souscriptions liées aux régimes de capitalisation collectifs et aux produits de rentes collectifs à prime unique.

Les souscriptions pour le premier trimestre de 2015 ont diminué de 129 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution tient principalement à la baisse des souscriptions liées aux régimes de capitalisation collectifs et aux produits de rentes collectifs à prime unique qui a été partiellement contrebalancée par la hausse des souscriptions liées aux fonds de placement offerts aux particuliers.

Les entrées nettes de trésorerie pour le premier trimestre de 2015 se sont chiffrées à 250 M\$, comparativement à 1 312 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et à 264 M\$ au trimestre précédent. Les entrées nettes de trésorerie pour le premier trimestre de 2014 comprennent un montant de 1 066 M\$ lié à la conversion de certains actifs d'un régime de retraite en un produit de fonds distincts. Compte non tenu de cette conversion, les entrées nettes de trésorerie étaient comparables au montant enregistré au trimestre correspondant de 2014.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le premier trimestre de 2015 ont augmenté de 14 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 308 M\$. Cette augmentation tient à la croissance de l'actif géré qui est attribuable aux profits réalisés sur le marché et des flux de trésorerie nets positifs, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des marges liées aux honoraires.

Au premier trimestre de 2015, les honoraires et autres produits ont augmenté de 11 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la provision pour honoraires constituée au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2015 a augmenté de 17 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 122 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires et de l'apport des placements, et par les résultats plus favorables au chapitre de la mortalité, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et par la hausse des charges d'exploitation.

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2015 a augmenté de 53 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

ASSURANCE COLLECTIVE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Primes et dépôts	1 948 \$	1 931 \$	1 900 \$
Souscriptions	126	121	147
Honoraires et autres produits	39	40	38
Bénéfice net	109	96	109

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le premier trimestre de 2015 ont augmenté de 48 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 948 M\$, essentiellement en raison d'une augmentation des primes et dépôts sur les marchés des moyennes et des grandes affaires.

Les primes et dépôts pour le premier trimestre de 2015 ont augmenté de 17 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Souscriptions

Pour le premier trimestre de 2015, les souscriptions ont diminué de 21 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 126 M\$, essentiellement en raison de la baisse des souscriptions de produits d'assurance créances sur le marché des grandes affaires. Les souscriptions des produits d'assurance créances et des ventes directes peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre.

Au premier trimestre de 2015, les souscriptions ont augmenté de 5 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des souscriptions sur le marché des grandes affaires.

Honoraires et autres produits

Pour le premier trimestre de 2015, les honoraires et autres produits, qui se sont chiffrés à 39 M\$, sont comparables à ceux enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice précédent et au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net s'est chiffré à 109 M\$ au premier trimestre de 2015, un résultat similaire à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse de l'apport des placements et les résultats favorables au chapitre de la morbidité ont été contrebalancés par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2015 a augmenté de 13 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse de l'apport des placements, et des résultats favorables au chapitre de la morbidité, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et par la hausse des charges d'exploitation.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne.

Pour le premier trimestre de 2015, l'exploitation générale canadienne a enregistré une perte nette de 9 M\$, comparativement à un bénéfice net de 11 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la hausse des charges financières affectées, à la baisse des produits liés aux surplus d'actifs et à la hausse des réserves au titre des positions fiscales incertaines.

Pour le premier trimestre de 2015, l'exploitation générale canadienne a enregistré une perte nette de 9 M\$, comparativement à un bénéfice net de 15 M\$ pour le trimestre précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la hausse des réserves au titre des positions fiscales incertaines et à la hausse des charges financières affectées, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des charges nettes et la hausse des produits liés aux surplus d'actifs.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, et plus particulièrement sous la marque Empower Retirement, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur, des services de gestion et de tenue de dossiers, des comptes de retraite individuels, des services de gestion de fonds et des services de placements et de consultation. La Compagnie offre également des produits d'assurance-vie, des produits de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres.

L'unité Gestion d'actifs de la Compagnie offre des services de gestion de placements, des services de distribution, des services administratifs ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

CONVERSION DES DEVISES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle accroît la comparabilité des résultats entre les périodes. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS au début du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014 ⁽¹⁾⁽²⁾
Primes et dépôts ⁽¹⁾	12 962 \$	12 810 \$	12 413 \$
Souscriptions	19 436	15 105	13 159
Honoraires et autres produits	573	522	419
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	121	89	41
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires (en dollars américains)	98	77	37
Total de l'actif⁽²⁾	81 216 \$	72 902 \$	68 332 \$
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	211 294	190 817	177 063
Total de l'actif géré	292 510	263 719	245 395
Autres actifs administrés	494 200	433 754	207 348
Total de l'actif administré	786 710 \$	697 473 \$	452 743 \$

⁽¹⁾ Les chiffres correspondants pour les primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) ont été retraités pour améliorer la cohérence entre les unités d'exploitation de la Compagnie.

⁽²⁾ Les chiffres correspondants ont été retraités à la suite de l'ajustement pour une période précédente décrit à la note 2 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 31 mars 2015.

FAITS NOUVEAUX EN 2015

- Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2015, les activités liées aux services de retraite de Great-West Financial, de l'entreprise acquise J.P. Morgan Retirement Plan Services (RPS) et de Putnam Investments ont été regroupées sous la marque Empower Retirement pour créer le deuxième fournisseur de services de tenue de dossiers en importance aux États-Unis, avec plus de 7,3 millions de comptes de participants. Empower Retirement comprend également les activités liées aux comptes de retraite individuels qui étaient auparavant présentées dans les résultats des Marchés de l'Individuelle de Great-West Financial. Empower Retirement réunit les meilleures capacités en tirant parti des qualités et des spécialisations de chacune des entreprises englobées.
- Dans les rubriques portant sur les unités d'exploitation, les chiffres pour 2015 tiennent compte de la nouvelle structure d'entreprise, alors que les chiffres correspondants pour 2014 reflètent l'ancienne structure. Pour l'ensemble de l'exercice 2014, les activités de services de retraite de Putnam ont enregistré une perte nette d'environ 20 M\$ US. Comme il est expliqué ci-dessus, ces activités sont intégrées dans les activités d'exploitation d'Empower Retirement pour 2015.
- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 31 mars 2015 s'est chiffré à 98 M\$ US, soit une augmentation de 61 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINE**SERVICES FINANCIERS****FAITS NOUVEAUX EN 2015**

- Au premier trimestre de 2015, les souscriptions se sont établies à 7,4 G\$ US, ce qui représente une augmentation de 4,5 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, laquelle s'explique principalement par un nombre accru d'importantes souscriptions de régime d'Empower Retirement.
- Pour le trimestre clos le 31 mars 2015, les honoraires et autres produits se sont élevés à 238 M\$ US, une augmentation de 69 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des honoraires additionnels de 49 M\$ US liés à RPS, acquise le 29 août 2014.
- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 31 mars 2015 s'est chiffré à 97 M\$ US, soit une augmentation de 12 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Dans le cadre du plan d'intégration, Empower Retirement investit dans d'importantes initiatives stratégiques et d'affaires. Des améliorations sont apportées afin d'enrichir les interactions avec le client et de simplifier les procédures administratives pour les prochaines années.
- Great-West Financial a reçu trois prix Lipper pour son fonds Great-West Aggressive Profile II, y compris le prix du fonds le plus performant dans la catégorie Mixed-Asset Target Allocation Aggressive Growth Funds pour les périodes de trois, cinq et dix ans se terminant le 30 novembre 2014. De plus, le fonds Great-West MFS International Value a reçu le prix Lipper du fonds le plus performant dans la catégorie International Multi-Cap Core Fund pour la période de cinq ans se terminant le 30 novembre 2014.
- En mars 2015, Great-West Financial s'est classée parmi les 10 meilleures compagnies en ce qui a trait aux souscriptions de produits à rentes variables, selon la Fifth Third Bank une banque partenaire pour la distribution.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014 ⁽¹⁾
Primes et dépôts ⁽¹⁾	2 730 \$	2 268 \$	2 441 \$
Souscriptions	9 204	4 563	3 187
Honoraires et autres produits	295	245	185
Bénéfice net	120	93	94
Primes et dépôts (en dollars américains) ⁽¹⁾	2 202 \$	1 990 \$	2 219 \$
Souscriptions (en dollars américains)	7 423	4 003	2 897
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	238	215	169
Bénéfice net (en dollars américains)	97	80	85

⁽¹⁾ Les chiffres correspondants pour les primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) ont été retraités pour améliorer la cohérence entre les unités d'exploitation de la Compagnie.

Primes et dépôts

Au premier trimestre de 2015, les primes et dépôts ont diminué de 17 M\$ US par rapport au premier trimestre de 2014, pour s'établir à 2 202 M\$ US, en raison du fait que la hausse de 111 M\$ US enregistrée par Empower Retirement a été contrebalancée par une baisse de 128 M\$ US enregistrée par les Marchés de l'Individuelle. La hausse enregistrée par Empower Retirement était principalement liée à une augmentation du nombre d'importantes souscriptions de régime, contrebalancée en partie par une diminution des cotisations des participants de régimes existants. La baisse enregistrée par les Marchés de l'Individuelle reflète l'inclusion des primes et dépôts des comptes de retraite individuels dans les résultats d'Empower Retirement pour 2015. Au premier trimestre de 2014, les primes et dépôts des comptes de retraite individuels se sont chiffrés à 59 M\$ US.

Les primes et dépôts ont augmenté de 212 M\$ US au premier trimestre de 2015 par rapport au trimestre précédent. Les primes d'Empower Retirement ont augmenté de 388 M\$ US, principalement en raison d'une augmentation du nombre d'importantes souscriptions de régime, contrebalancée en partie par une diminution des cotisations des participants de régimes existants. Les primes des Marchés de l'Individuelle ont diminué de 176 M\$ US, ce qui reflète l'inclusion des primes et dépôts des comptes de retraite individuels dans les résultats d'Empower Retirement pour 2015. Au quatrième trimestre de 2014, les primes et dépôts des comptes de retraite individuels se sont chiffrés à 116 M\$ US.

Souscriptions

Au premier trimestre de 2015, les souscriptions ont augmenté de 4 526 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2014, pour se chiffrer à 7 423 M\$ US, en raison d'une hausse de 4 710 M\$ US enregistrée par Empower Retirement, contrebalancée en partie par une baisse de 184 M\$ US sur les Marchés de l'Individuelle. Les souscriptions au sein d'Empower Retirement comprennent une augmentation de 3 379 M\$ US des importantes souscriptions de régime, une augmentation de 624 M\$ US des souscriptions de comptes de retraite individuels et une hausse des actifs transférés par des participants de régimes existants et dans le cadre de fusions de régimes. La baisse des souscriptions enregistrée par les Marchés de l'Individuelle découle principalement de l'inclusion des souscriptions de comptes de retraite individuels dans les résultats d'Empower Retirement pour 2015. Au premier trimestre de 2014, les souscriptions de comptes de retraite individuels se sont chiffrées à 133 M\$ US.

Au premier trimestre de 2015, les souscriptions ont augmenté de 3 420 M\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison d'une hausse de 3 930 M\$ US enregistrée par Empower Retirement, contrebalancée en partie par une baisse de 510 M\$ US sur les Marchés de l'Individuelle. Les souscriptions au sein d'Empower Retirement comprennent une augmentation de 2 720 M\$ US des importantes souscriptions de régime, une augmentation de 624 M\$ US des souscriptions de comptes de retraite individuels et une hausse des actifs transférés par des participants de régimes existants et dans le cadre de fusions de régimes. La baisse des souscriptions enregistrée par les Marchés de l'Individuelle découle principalement de l'inclusion des souscriptions de comptes de retraite individuels dans les résultats d'Empower Retirement pour 2015. Au quatrième trimestre de 2014, les souscriptions de comptes de retraite individuels se chiffraient à 413 M\$ US.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le premier trimestre de 2015 ont augmenté de 69 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 238 M\$ US. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires de 49 M\$ US attribuable à l'acquisition de RPS, par l'augmentation de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie, ainsi que par l'incidence du transfert des activités relatives aux régimes à cotisations définies de Putnam à Empower Retirement le 1^{er} janvier 2015. Au premier trimestre de 2014, les honoraires de Putnam comprenaient un montant de 7 M\$ US lié aux activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées.

Les honoraires et autres produits pour le premier trimestre de 2015 ont augmenté de 23 M\$ US par rapport au trimestre précédent, pour se chiffrer à 238 M\$ US, principalement en raison de l'augmentation de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs, ainsi que des honoraires additionnels liés au transfert des activités relatives aux régimes à cotisations définies de Putnam mentionnés dans les résultats trimestriels.

Bénéfice net

Au premier trimestre de 2015, le bénéfice net a augmenté de 12 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 97 M\$ US. La hausse de l'apport des placements a été contrebalancée en partie par une hausse de 6 M\$ US des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires relativement à Empower Retirement et par l'incidence du transfert des activités relatives aux régimes à cotisations définies de Putnam à Empower Retirement. Le bénéfice net de Putnam au premier trimestre de 2014 comprenait une perte nette de 5 M\$ US liée aux activités relatives aux régimes à cotisations définies transférées.

Au premier trimestre de 2015, le bénéfice net a crû de 17 M\$ US par rapport au trimestre précédent. L'augmentation du bénéfice net s'explique principalement par une hausse de l'apport des placements, contrebalancée en partie par la perte nette liée aux activités relatives aux régimes à cotisations définies d'Empower Retirement mentionnée dans les résultats trimestriels.

GESTION D'ACTIFS

FAITS NOUVEAUX EN 2015

- L'actif géré de clôture de Putnam s'est chiffré à 159 G\$ US au 31 mars 2015, en hausse de 6 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Les souscriptions pour le trimestre clos le 31 mars 2015 ont diminué de 0,8 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 8,3 G\$ US.
- Pour le premier trimestre de 2015, les honoraires se sont chiffrés à 224 M\$ US, en hausse de 12 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le 1^{er} janvier 2015, Putnam a transféré l'ensemble de ses activités de services de retraite à cotisations définies à Empower Retirement, une entreprise de Great-West Financial.
- Cinq fonds communs de placement de Putnam ont reçu des prix Lipper 2015 récompensant leur rendement ajusté en fonction du risque solide et constant par rapport à leurs concurrents, pour des périodes de trois ans ou plus.

- Putnam a été nommée « Money Management Institute's Advisory Solutions Manager Distribution Team of the Year » grâce à sa stratégie de distribution et son exécution efficaces, à son aptitude à faire fructifier la commercialisation pour obtenir des souscriptions et à l'atteinte d'une croissance importante et relative des souscriptions nettes.
- Pour la quatrième année consécutive, Putnam a été la seule récipiendaire du prix Total Client Experience décerné par DALBAR. Ce prix tient compte d'une analyse multidimensionnelle du service à la clientèle menée par DALBAR, qui s'appuie sur des tests rigoureux et systématiques effectués tout au long de l'année.
- Putnam continue de maintenir un solide rendement ajusté en fonction du risque des placements par rapport à ses concurrents. Au 31 mars 2015, environ 88 % des actifs des fonds de Putnam ont affiché un rendement supérieur à la médiane des fonds classés par Lipper sur une période de trois ans. Cette proportion s'établissait à environ 77 % sur une période de cinq ans. De plus, environ 54 % des actifs des fonds de Putnam se situaient dans le quartile supérieur des fonds classés par Lipper sur une période de trois ans.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Souscriptions	10 232 \$	10 542 \$	9 972 \$
Honoraires			
Frais de gestion de placements	213	197	175
Honoraires liés au rendement	3	13	3
Frais administratifs	42	47	43
Commissions et frais de placement	20	20	13
Honoraires	278	277	234
Bénéfice net (perte nette) des activités principales ⁽¹⁾	15	14	(14)
Déduire : charges financières et autres (après impôt) ⁽¹⁾	(13)	(15)	(39)
Bénéfice net (perte nette) présenté	2	(1)	(53)
Souscriptions (en dollars américains)	8 252 \$	9 248 \$	9 065 \$
Honoraires (en dollars américains)			
Frais de gestion de placements (en dollars américains)	172	173	158
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	3	12	3
Frais administratifs (en dollars américains)	34	41	39
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	15	17	12
Honoraires (en dollars américains)	224	243	212
Bénéfice net (perte nette) des activités principales (en dollars américains) ⁽¹⁾	12	12	(13)
Déduire : charges financières et autres (après impôt) (en dollars américains) ⁽¹⁾	(10)	(13)	(35)
Bénéfice net (perte nette) présenté (en dollars américains)	2	(1)	(48)
Marge d'exploitation avant impôt (en dollars américains) ⁽²⁾	9,2 %	13,4 %	(5,1) %

⁽¹⁾ Le bénéfice net (la perte nette) des activités principales (une mesure financière non définie par les IFRS) est une mesure du rendement de l'unité Gestion d'actifs. Le bénéfice net (la perte nette) des activités principales comprend l'incidence des commissions des courtiers et de l'amortissement des logiciels et exclut l'incidence des charges financières de l'exploitation générale, ainsi que des affectations et des ajustements à la juste valeur liés à la rémunération fondée sur des actions.

⁽²⁾ La marge d'exploitation avant impôt (une mesure financière non définie par les IFRS) correspond au bénéfice net (à la perte nette) des activités principales avant impôt de l'unité Gestion d'actifs divisé par la somme des honoraires et des produits nets tirés des placements.

Souscriptions

Au premier trimestre de 2015, les souscriptions ont diminué de 0,8 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 8,3 G\$ US, en raison d'une baisse de 0,8 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement. Les souscriptions institutionnelles ont été comparables à celles enregistrées au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Au premier trimestre de 2015, les souscriptions ont diminué de 1,0 G\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison d'une baisse de 0,6 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement et d'une baisse de 0,4 G\$ US des souscriptions institutionnelles.

Honoraires

Les honoraires sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Pour le premier trimestre de 2015, les honoraires ont augmenté de 12 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 224 M\$ US. Les honoraires pour le premier trimestre de 2014 comprenaient des honoraires de 7 M\$ US liés aux activités relatives aux régimes à cotisations définies, qui ont été transférées à Empower Retirement le 1^{er} janvier 2015. Compte non tenu de l'incidence des activités relatives aux régimes à cotisations définies, les honoraires ont augmenté de 19 M\$ US, surtout en raison de la hausse des frais de gestion de placements découlant de la croissance de l'actif géré.

Au premier trimestre de 2015, les honoraires ont diminué de 19 M\$ US par rapport au trimestre précédent. Les honoraires pour le quatrième trimestre de 2014 comprenaient des honoraires de 8 M\$ US liés aux activités relatives aux régimes à cotisations définies, qui ont été transférées à Empower Retirement. Compte non tenu de l'incidence des activités relatives aux régimes à cotisations définies, les honoraires ont diminué de 11 M\$ US, surtout en raison de la baisse des honoraires liés au rendement, qui s'explique par leur caractère saisonnier.

Bénéfice net

Pour le premier trimestre de 2015, le bénéfice net des activités principales (une mesure financière non définie par les IFRS) s'est chiffré à 12 M\$ US, comparativement à une perte nette des activités principales de 13 M\$ US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net des activités principales du premier trimestre de 2014 tenait compte d'une perte de 5 M\$ US attribuable au transfert des activités relatives aux régimes à cotisations définies à Empower Retirement, alors que le trimestre de l'exercice considéré comprend des recouvrements de coûts de 5 M\$ US qui ne devraient pas se reproduire. Compte non tenu de l'incidence de ces éléments, le bénéfice net des activités principales a augmenté de 15 M\$ US, principalement en raison de la hausse des honoraires et des produits nets tirés des placements, contrebalancée en partie par une augmentation des charges d'exploitation. Pour le premier trimestre de 2015, le bénéfice net présenté, y compris les charges financières et autres, s'est chiffré à 2 M\$ US, comparativement à une perte nette de 48 M\$ US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de 2015, les charges financières et autres ont diminué de 25 M\$ US par rapport à l'exercice précédent, pour se chiffrer à 10 M\$ US. Les charges financières et autres du premier trimestre de 2014 tenaient compte de l'incidence de la charge de rémunération fondée sur des actions de 21 M\$ US et des charges indirectes de 4 M\$ US pour les fonds Putnam, deux facteurs qui ne se sont pas reproduits en 2015.

Le bénéfice net des activités principales du premier trimestre de 2015 était comparable à celui du trimestre précédent. Le bénéfice net des activités principales du quatrième trimestre de 2014 tenait compte d'une perte de 4 M\$ US attribuable au transfert des activités relatives aux régimes à cotisations définies à Empower Retirement, ainsi que d'un recouvrement de coûts de 12 M\$ US relatif au règlement d'une question juridique et d'une hausse de 7 M\$ US de la charge d'impôt relative à une modification des taux d'imposition par certains États américains. Compte non tenu de l'incidence de ces éléments et des recouvrements de coûts présentés ci-dessus pour 2015, le bénéfice net des activités principales a diminué de 4 M\$ US au premier trimestre de 2015, principalement en raison d'une baisse des honoraires et d'une hausse des charges d'exploitation, contrebalancées en partie par une hausse

des produits tirés des placements. Pour le premier trimestre de 2015, le bénéfice net présenté, y compris les charges financières et autres, s'est chiffré à 2 M\$ US, comparativement à une perte nette de 1 M\$ US pour le trimestre précédent. Au premier trimestre de 2015, les charges financières et autres ont diminué de 3 M\$ US par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 10 M\$ US, ce qui s'explique surtout par les charges engagées au quatrième trimestre de 2014 relativement au transfert imminent des activités liées aux régimes à cotisations définies à Empower Retirement.

ACTIF GÉRÉ

Actif géré (en dollars américains)	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Actif au début	157 572 \$	157 047 \$	149 556 \$
Souscriptions – fonds communs de placement	5 608	6 244	6 376
Rachats – fonds communs de placement	(5 166)	(5 573)	(3 929)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – marchés institutionnels de Putnam	442	671	2 447
Souscriptions – marchés institutionnels de Putnam	2 644	3 004	2 689
Rachats – marchés institutionnels de Putnam	(3 063)	(4 913)	(4 046)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – marchés institutionnels de Putnam	(419)	(1 909)	(1 357)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – total	23	(1 238)	1 090
Incidence du rendement du marché	1 613	1 763	2 786
Actif à la fin	159 208 \$	157 572 \$	153 432 \$
<u>Actif géré moyen</u>			
Fonds communs de placement	87 269	85 462	78 406
Actifs institutionnels	71 127	71 769	72 034
Total de l'actif géré moyen	158 396 \$	157 231 \$	150 440 \$

Pour le trimestre clos le 31 mars 2015, l'actif géré moyen s'est établi à 158,4 G\$ US. L'actif géré moyen a augmenté de 8,0 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'incidence du rendement positif du marché et des placements ainsi que des entrées d'actifs nettes sur une période de douze mois. Les entrées d'actifs nettes ont été négligeables au premier trimestre de 2015 comparativement aux entrées nettes de 1,1 G\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent, car les entrées d'actifs nettes trimestrielles des fonds communs de placement de 0,4 G\$ US ont été contrebalancées par des sorties des comptes institutionnels de 0,4 G\$ US.

L'actif géré moyen a augmenté de 1,2 G\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence du rendement positif du marché et des placements.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine, y compris l'incidence de certains éléments non récurrents liés à l'exploitation américaine.

Au premier trimestre de 2015, la perte nette de l'exploitation générale américaine s'est élevée à 1 M\$ US, comparativement à néant pour la période correspondante de 2014, en raison des coûts de restructuration liés à l'acquisition de RPS en 2015.

La perte nette pour le trimestre clos le 31 mars 2015 s'est chiffrée à 1 M\$ US, comparativement à 2 M\$ US au trimestre précédent, en raison d'une baisse des coûts de restructuration liés à l'acquisition de RPS au premier trimestre de 2015.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes, par l'entremise de laquelle la Compagnie offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des produits de rentes immédiates par l'intermédiaire de filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne, ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande; ainsi que l'unité Réassurance, qui exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande. Les produits de réassurance sont offerts par la Canada-Vie, la London Life et leurs filiales.

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle accroît la comparabilité des résultats entre les périodes. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS au début du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Primes et dépôts	6 673 \$	5 340 \$	5 089 \$
Honoraires et autres produits	327	290	296
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	286	274	259
Total de l'actif	152 743 \$	142 317 \$	139 301 \$
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	22 337	20 736	18 476
Total de l'actif géré	175 080	163 053	157 777
Autres actifs administrés	47 529	41 806	41 953
Total de l'actif administré	222 609 \$	204 859 \$	199 730 \$

FAITS NOUVEAUX EN 2015

- Le 3 mars 2015, la Compagnie a annoncé qu'elle avait conclu une entente avec The Equitable Life Assurance Society (Equitable Life) au Royaume-Uni visant l'acquisition, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, Canada Life Limited, des actifs et des passifs liés aux activités de rentes d'Equitable Life. La transaction donnera lieu au départ à la cession en réassurance, et finalement au transfert, sous réserve d'un processus judiciaire, d'environ 31 000 polices. Les passifs et l'actif qui couvrent ces polices se chiffrent à environ 1,6 G\$. Les arrangements liés à la réassurance initiale sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2015.
- Au premier trimestre de 2015, les primes et dépôts se sont élevés à 6,7 G\$, comparativement à 5,1 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui comprend un montant de 1,6 G\$ lié à l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life.
- Les honoraires et autres produits pour le premier trimestre de 2015 se sont chiffrés à 327 M\$, comparativement à 296 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance de l'actif géré attribuable aux profits réalisés sur le marché et aux nouveaux mandats.
- Au premier trimestre de 2015, le bénéfice net s'est établi à 286 M\$, soit une augmentation de 27 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison des résultats favorables au chapitre des placements et d'une hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.
- Au Royaume-Uni, le budget établi par le gouvernement pour 2014 permet aux participants de régimes de retraite à cotisations définies d'accéder plus facilement à leur épargne à la retraite. Ces changements, qui sont entrés en vigueur en avril 2015, ont eu et continueront d'avoir une incidence sur les souscriptions de produits de rentes au Royaume-Uni. Au premier trimestre de 2015, compte non tenu des souscriptions au sein d'Equitable Life, les souscriptions de produits de rentes immédiates offerts aux particuliers au Royaume-Uni ont diminué de 18 % par rapport au premier trimestre de 2014. En avril 2015, la Compagnie a lancé de nouveaux produits au Royaume-Uni afin de permettre aux clients de tirer parti de ces changements, et la Compagnie prévoit que ce marché se développera avec le temps.

L'apport du marché des rentes du Royaume-Uni au bénéfice de la Compagnie provient des nouvelles souscriptions et des affaires existantes en vigueur, et comprend l'amélioration du rendement de l'actif des affaires en vigueur. L'apport des affaires en vigueur au bénéfice est plus important que celui provenant des nouvelles souscriptions.

- Le 10 février 2015, la Compagnie a annoncé qu'elle avait conclu, par l'intermédiaire de sa filiale The Canada Life Group (UK) Limited, une entente visant l'acquisition de Legal & General International (Ireland) Limited (LGII), une filiale de Legal & General Group Plc située à Dublin. LGII propose des solutions en matière de planification fiscale et de placements axées principalement sur le marché des clients à valeur nette élevée du Royaume-Uni et compte plus de 4 000 polices de titres obligataires au Royaume-Uni hors de l'île de Grande-Bretagne et un actif administré de 2,5 G£ (au 30 octobre 2014). La transaction devrait se conclure au deuxième trimestre de 2015; en outre, elle est assujettie aux approbations réglementaires habituelles, notamment aux approbations de la Commission européenne aux termes du règlement sur les concentrations de l'Union européenne, ainsi qu'à certaines autres conditions de clôture.
- En Irlande, Irish Life a été nommé grand vainqueur à l'occasion des prix annuels Irish Brokers Association. Irish Life a également remporté le Gold Award lors des Irish Media Awards pour sa campagne « We know Irish life. We are Irish Life. »
- En Europe, la Compagnie continue de mettre en œuvre la nouvelle réglementation Solvabilité II afin de se préparer à la date d'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2016. Toutes les sociétés de la Compagnie qui sont réglementées en Europe porteront une attention particulière à l'implantation de la nouvelle réglementation Solvabilité II en 2015. La Compagnie fait des progrès et a établi une société de portefeuille européenne unique pour ses entités situées dans l'Union européenne, qui sera le groupe européen aux fins de la Solvabilité II.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION EUROPÉENNE

ASSURANCE ET RENTES

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Primes et dépôts	5 160 \$	3 875 \$	4 112 \$
Souscriptions	4 456	3 155	3 506
Honoraires et autres produits	322	284	286
Bénéfice net	216	218	200

Primes et dépôts

Au premier trimestre de 2015, les primes et dépôts ont augmenté de 1,0 G\$ par rapport au trimestre correspondant de 2014, pour s'établir à 5,2 G\$. Cette augmentation s'explique principalement par l'incidence de l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life. Elle a été contrebalancée en partie par la diminution des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni qui a suivi les changements annoncés dans le budget établi pour 2014 au Royaume-Uni ainsi que par l'incidence de la fluctuation des devises découlant de l'affaiblissement de l'euro au cours du trimestre par rapport au premier trimestre de 2014.

Au premier trimestre de 2015, les primes et dépôts ont augmenté de 1,3 G\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation s'explique principalement par l'incidence de l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life et de la fluctuation des devises découlant du raffermissement de la livre sterling au cours du trimestre. Elle a été contrebalancée en partie par la baisse des souscriptions en Irlande et en Allemagne découlant de fluctuations saisonnières normales.

Souscriptions

Au premier trimestre de 2015, les souscriptions ont augmenté de 1,0 G\$ par rapport au trimestre correspondant de 2014, pour s'établir à 4,5 G\$. Cette augmentation s'explique principalement par l'incidence de l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life. Elle a été contrebalancée en partie par la diminution des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni qui a suivi les changements annoncés dans le budget établi pour 2014 au Royaume-Uni, par une baisse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande ainsi que par l'incidence de la fluctuation des devises découlant de l'affaiblissement de l'euro au cours du trimestre par rapport au premier trimestre de 2014.

Au premier trimestre de 2015, les souscriptions ont augmenté de 1,3 G\$ par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life et de l'incidence positive de la fluctuation des devises découlant du raffermissement de la livre sterling au cours du trimestre. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une baisse des souscriptions en matière de gestion de fonds et des souscriptions de produits de retraite en Irlande et en Allemagne découlant de fluctuations saisonnières normales.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le premier trimestre de 2015 ont augmenté de 36 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2014, pour atteindre 322 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires en Irlande qui découle de la croissance de l'actif géré attribuable aux profits réalisés sur le marché, contrebalancée en partie par l'incidence de la fluctuation des devises découlant de l'affaiblissement de l'euro au cours du trimestre par rapport au premier trimestre de 2014.

Les honoraires et autres produits pour le premier trimestre de 2015 ont augmenté de 38 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires en Irlande qui découle de la croissance de l'actif géré attribuable aux profits réalisés sur le marché.

Bénéfice net

Pour le premier trimestre de 2015, le bénéfice net a augmenté de 16 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2014, pour s'établir à 216 M\$, principalement en raison de la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, de la hausse des honoraires de gestion d'actifs en Irlande et de l'amélioration des résultats au chapitre de la morbidité au Royaume-Uni et en Irlande. Les modifications des bases actuarielles reflètent le raffinement des hypothèses au chapitre de la longévité et la révision des hypothèses au chapitre des flux de trésorerie de l'actif. Ces éléments ont été contrebalancés en grande partie par l'incidence de la réduction des volumes de nouvelles affaires pour les produits de rentes immédiates au Royaume-Uni, la baisse de l'apport des placements, les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et la hausse de l'impôt sur le résultat. Le bénéfice net de l'unité Assurance et rentes comprend un bénéfice net de 80 M\$ enregistré en Irlande, en hausse de 28 M\$ par rapport au premier trimestre de 2014 pour les mêmes raisons que celles expliquées ci-dessus et grâce à une hausse des avantages des synergies liées à l'intégration.

Au premier trimestre de 2015, le bénéfice net a diminué de 2 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, de la baisse de l'apport des placements, des résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et de la hausse de l'impôt sur le résultat. Ces facteurs ont été contrebalancés par une augmentation des honoraires de gestion d'actifs en Irlande et une amélioration des résultats au chapitre de la morbidité au Royaume-Uni et en Irlande. Les résultats du quatrième trimestre de 2014 comprenaient des modifications des bases actuarielles reflétant le raffinement des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard des rentes et l'incidence des changements apportés aux normes de pratique actuarielle concernant les hypothèses de réinvestissement économique.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 déc. 2014	31 mars 2014
Primes et dépôts	1 513 \$	1 465 \$	977 \$
Honoraires et autres produits	5	6	10
Bénéfice net	77	71	63

Primes et dépôts

Les primes liées à la réassurance peuvent fluctuer de manière importante d'une période à l'autre en fonction des modalités des traités sous-jacents. Pour certaines opérations de réassurance-vie, les primes varieront selon les composantes de l'opération. Les traités en vertu desquels les passifs relatifs aux contrats d'assurance sont pris en charge sur une base proportionnelle seront généralement assortis de primes beaucoup plus élevées que les traités en vertu desquels les sinistres ne sont pas assumés par le réassureur avant qu'un certain seuil ne soit dépassé.

Au premier trimestre de 2015, les primes et dépôts ont augmenté de 536 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 513 M\$, principalement en raison de la hausse des volumes de nouvelles affaires et de l'incidence positive de la fluctuation des devises.

Au premier trimestre de 2015, les primes et dépôts ont augmenté de 48 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence positive de la fluctuation des devises, contrebalancée en partie par une baisse des volumes de nouvelles affaires.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le premier trimestre de 2015 se sont chiffrés à 5 M\$, ce qui représente une baisse comparativement à 10 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Certains traités de réassurance-vie ont été restructurés au quatrième trimestre de 2014, ce qui a donné lieu à une diminution des honoraires sur une base continue.

Au premier trimestre de 2015, les honoraires et autres produits sont demeurés comparables à ceux enregistrés au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2015 a progressé de 14 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2014, pour se chiffrer à 77 M\$. Cette augmentation est surtout attribuable à l'incidence positive des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, à une hausse de l'apport des placements et à l'incidence positive de la fluctuation des devises, facteurs contrebalancés en partie par une augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires dans le domaine de la réassurance-vie traditionnelle.

Au premier trimestre de 2015, le bénéfice net a crû de 6 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est surtout attribuable à une diminution des pressions exercées par les nouvelles affaires dans le domaine de la réassurance-vie traditionnelle, à une hausse de l'apport des placements et à l'incidence positive de la fluctuation des devises, facteurs contrebalancés en partie par une baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et une augmentation de l'impôt sur le résultat.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

Au premier trimestre de 2015, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 7 M\$, comparativement à une perte nette de 4 M\$ pour la période correspondante de 2014. Les résultats du premier trimestre de 2015 incluent des coûts de restructuration de 6 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life, alors que des coûts de restructuration de 5 M\$ liés à Irish Life avaient été engagés au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La perte nette pour le trimestre clos le 31 mars 2015 a diminué, passant de 15 M\$ au trimestre précédent à 7 M\$ au trimestre considéré. Les résultats du quatrième trimestre de 2014 tenaient compte de modifications des bases actuarielles liées aux activités internationales existantes qui ne se sont pas reproduites en 2015.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2015, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 6 M\$, comparativement à une perte nette de 7 M\$ au premier trimestre de 2014. La diminution de la perte nette de l'exploitation générale de Lifeco s'explique principalement par une hausse des produits tirés des placements.

La perte nette du trimestre clos le 31 mars 2015 a été comparable à celle enregistrée au trimestre précédent, la baisse des paiements de dividendes sur les actions privilégiées de l'exploitation générale de Lifeco ayant été contrebalancée en grande partie par une baisse des produits tirés des placements. Pour 2015, les dividendes sur les actions privilégiées liés aux actions privilégiées émises au deuxième trimestre de 2014 ont été affectés à l'exploitation canadienne.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels (en millions de dollars, sauf les montants par action)		2014					2013		
2015									
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	
Total des produits⁽¹⁾	12 679 \$	10 723 \$	8 451 \$	10 070 \$	9 937 \$	8 056 \$	7 206 \$	3 628 \$	
Détenteurs d'actions ordinaires									
Bénéfice net									
Total	700	657	687	615	587	717	523	521	
De base – par action	0,702	0,658	0,687	0,616	0,587	0,717	0,527	0,548	
Dilué – par action	0,700	0,657	0,686	0,615	0,587	0,716	0,522	0,547	
Bénéfice d'exploitation⁽²⁾									
Total	700	657	687	615	587	491	523	521	
De base – par action	0,702	0,658	0,687	0,616	0,587	0,491	0,527	0,548	
Dilué – par action	0,700	0,657	0,686	0,615	0,587	0,490	0,522	0,547	

⁽¹⁾ La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

⁽²⁾ Le bénéfice d'exploitation (une mesure financière non définie par les IFRS) exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, dans le présent document.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 700 M\$ pour le premier trimestre de 2015, comparativement à 587 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,702 \$ par action ordinaire (0,700 \$ après dilution) pour le premier trimestre de 2015, comparativement à 0,587 \$ par action ordinaire (0,587 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le premier trimestre de 2015 s'est établi à 12 679 M\$ et comprend des primes reçues de 6 932 M\$, des produits nets tirés des placements réguliers de 1 536 M\$, une variation à la hausse de 2 953 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 1 258 M\$.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour garantir de manière raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites intrinsèques et pourraient devenir inefficaces par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence significative sur celui-ci.

CONVERSION DES DEVICES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises					
Périodes closes les	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars
	2015	2014	2014	2014	2014
Dollar américain					
Bilan	1,27 \$	1,16 \$	1,12 \$	1,07 \$	1,11 \$
Produits et charges	1,24 \$	1,14 \$	1,09 \$	1,09 \$	1,10 \$
Livre sterling					
Bilan	1,88 \$	1,81 \$	1,82 \$	1,83 \$	1,84 \$
Produits et charges	1,88 \$	1,80 \$	1,82 \$	1,84 \$	1,83 \$
Euro					
Bilan	1,36 \$	1,40 \$	1,42 \$	1,46 \$	1,52 \$
Produits et charges	1,40 \$	1,42 \$	1,44 \$	1,50 \$	1,51 \$

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com.

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 décembre 2014	31 mars 2014
Produits			
Primes reçues			
Primes brutes souscrites	7 806 \$	6 402 \$	6 111 \$
Primes cédées	(874)	(901)	(844)
Total des primes, montant net	<u>6 932</u>	<u>5 501</u>	<u>5 267</u>
Produits nets tirés des placements (note 4)			
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 536	1 516	1 489
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	2 953	2 545	2 122
Total des produits nets tirés des placements	<u>4 489</u>	<u>4 061</u>	<u>3 611</u>
Honoraires et autres produits	1 258	1 161	1 059
	<u>12 679</u>	<u>10 723</u>	<u>9 937</u>
Prestations et charges			
Prestations aux titulaires de polices			
Contrats d'assurance et d'investissement			
Montant brut	5 640	5 335	4 801
Montant cédé	(483)	(513)	(475)
Total des prestations aux titulaires de polices, montant net	<u>5 157</u>	<u>4 822</u>	<u>4 326</u>
Participations des titulaires de polices et bonifications	381	369	388
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	<u>4 351</u>	<u>2 934</u>	<u>2 775</u>
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	<u>9 889</u>	<u>8 125</u>	<u>7 489</u>
Commissions	515	514	505
Charges d'exploitation et frais administratifs	1 078	1 005	933
Taxes sur les primes	84	86	85
Charges financières (note 9)	77	77	76
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	36	34	33
Coûts de restructuration et d'acquisition	7	7	5
Bénéfice avant impôt	<u>993</u>	<u>875</u>	<u>811</u>
Impôt sur le résultat (note 14)	224	164	173
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	<u>769</u>	<u>711</u>	<u>638</u>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	37	23	22
Bénéfice net	<u>732</u>	<u>688</u>	<u>616</u>
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	32	31	29
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	<u>700 \$</u>	<u>657 \$</u>	<u>587 \$</u>
Bénéfice par action ordinaire (note 11)			
De base	<u>0,702 \$</u>	<u>0,658 \$</u>	<u>0,587 \$</u>
Dilué	<u>0,700 \$</u>	<u>0,657 \$</u>	<u>0,587 \$</u>

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2015	31 décembre 2014	31 mars 2014 <small>(note 2)</small>
Bénéfice net	732 \$	688 \$	616 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)			
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement dans les comptes consolidés de résultat			
Profits de change latents à la conversion des établissements à l'étranger	733	174	520
Profits (pertes) de change latents sur les titres d'emprunt libellés en euros désignés comme couverture de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	20	10	(25)
Profits latents sur les actifs disponibles à la vente	130	122	95
Charge d'impôt sur le résultat	(28)	(23)	(21)
Profits réalisés sur les actifs disponibles à la vente	(73)	(18)	(11)
Charge d'impôt sur le résultat	12	2	3
Pertes latentes sur les couvertures de flux de trésorerie	(135)	(51)	(59)
Économie d'impôt sur le résultat	51	19	22
Pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie	1	1	—
Économie d'impôt sur le résultat	—	(1)	—
Participations ne donnant pas le contrôle	(42)	(31)	(28)
Économie d'impôt sur le résultat	11	8	7
Total des éléments qui pourraient être reclassés	680	212	503
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les comptes consolidés de résultat			
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi (note 13)	(223)	(156)	(120)
Économie d'impôt sur le résultat	48	43	29
Participations ne donnant pas le contrôle	7	5	9
Charge d'impôt sur le résultat	(1)	(1)	(2)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés	(169)	(109)	(84)
Total des autres éléments du résultat global	511	103	419
Bénéfice global	1 243 \$	791 \$	1 035 \$

BILANS CONSOLIDÉS (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2015	31 décembre 2014
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 197 \$	2 498 \$
Obligations (note 4)	109 895	103 168
Prêts hypothécaires (note 4)	21 184	20 546
Actions (note 4)	7 797	7 820
Immeubles de placement (note 4)	4 943	4 613
Avances consenties aux titulaires de polices	8 195	7 711
	155 211	146 356
Fonds détenus par des assureurs cédants	14 242	12 154
Goodwill	5 859	5 855
Immobilisations incorporelles	3 804	3 625
Instruments financiers dérivés	583	652
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	631	619
Immobilisations corporelles	235	228
Actifs au titre des cessions en réassurance (note 8)	5 187	5 151
Primes en voie de recouvrement, débiteurs et intérêts à recevoir	3 862	3 056
Autres actifs	2 430	2 368
Impôt exigible	44	48
Actifs d'impôt différé	1 810	1 631
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts (note 7)	187 433	174 966
Total de l'actif	381 331 \$	356 709 \$
Passif		
Passifs relatifs aux contrats d'assurance (note 8)	154 494 \$	145 198 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement (note 8)	868	857
Débitures et autres instruments d'emprunt	5 370	5 355
Fonds détenus en vertu de traités de réassurance	332	313
Instruments financiers dérivés	1 893	1 195
Créditeurs	2 031	1 480
Autres passifs	3 653	3 099
Impôt exigible	673	737
Passifs d'impôt différé	1 534	1 450
Débitures de fiducies de capital	162	162
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts (note 7)	187 433	174 966
Total du passif	358 443	334 812
Capitaux propres		
Participations ne donnant pas le contrôle		
Surplus attribuable au compte de participation de filiales	2 541	2 480
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	200	163
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital social (note 10)		
Actions privilégiées	2 514	2 514
Actions ordinaires	7 154	7 102
Surplus cumulé	9 491	9 134
Cumul des autres éléments du résultat global	889	378
Surplus d'apport	99	126
Total des capitaux propres	22 888	21 897
Total du passif et des capitaux propres	381 331 \$	356 709 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

31 mars 2015						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début de l'exercice	9 616 \$	126 \$	9 134 \$	378 \$	2 643 \$	21 897 \$
Bénéfice net	—	—	732	—	37	769
Autres éléments du résultat global	—	—	—	511	25	536
	9 616	126	9 866	889	2 705	23 202
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées (note 11)	—	—	(32)	—	—	(32)
Détenteurs d'actions ordinaires	—	—	(325)	—	—	(325)
Actions exercées et émises en vertu des régimes de paiements fondés sur des actions (note 10)	57	(43)	—	—	39	53
Charge au titre des régimes de paiements fondés sur des actions	—	16	—	—	—	16
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	(26)	—	—	—	—	(26)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	21	—	(21)	—	—	—
Profit de dilution sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	3	—	(3)	—
Solde à la fin de la période	9 668 \$	99 \$	9 491 \$	889 \$	2 741 \$	22 888 \$

31 mars 2014 (note 2)						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début de l'exercice	9 426 \$	57 \$	7 899 \$	86 \$	2 362 \$	19 830 \$
Bénéfice net	—	—	616	—	22	638
Autres éléments du résultat global	—	—	—	419	14	433
	9 426	57	8 515	505	2 398	20 901
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées (note 11)	—	—	(29)	—	—	(29)
Détenteurs d'actions ordinaires	—	—	(307)	—	—	(307)
Actions exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions (note 10)	6	(1)	—	—	—	5
Charge au titre des régimes de paiements fondés sur des actions	—	1	—	—	—	1
Modification de régimes de paiements fondés sur des actions	—	26	—	—	217	243
Règlement en titres de capitaux propres des régimes fondés sur des actions de Putnam	—	—	—	—	(14)	(14)
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	(13)	—	—	—	—	(13)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	10	—	(10)	—	—	—
Perte de dilution sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(9)	—	9	—
Solde à la fin de la période	9 429 \$	83 \$	8 160 \$	505 \$	2 610 \$	20 787 \$

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2015	2014
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt	993 \$	811 \$
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(88)	(286)
Ajustements :		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	2 851	3 035
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	272	139
Variation des fonds détenus en vertu de traités de réassurance	(92)	(17)
Variation des coûts d'acquisition différés	10	9
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	11	(185)
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(2 953)	(2 122)
Autres	88	(111)
	1 092	1 273
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires (note 10)	57	6
Actions ordinaires achetées et annulées (note 10)	(26)	(13)
Diminution de la marge de crédit d'une filiale	(43)	(66)
Diminution des débetures et autres instruments d'emprunt	(11)	(1)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(325)	(307)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(32)	(29)
	(380)	(410)
Activités d'investissement		
Ventes et échéances d'obligations	9 837	9 067
Encaissements sur prêts hypothécaires	581	390
Ventes d'actions	566	1 309
Ventes d'immeubles de placement	4	58
Variation des avances consenties aux titulaires de polices	9	8
Placement dans des obligations	(9 937)	(10 079)
Placement dans des prêts hypothécaires	(624)	(867)
Placement dans des actions	(360)	(392)
Placement dans des immeubles de placement	(180)	(55)
	(104)	(561)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	91	103
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	699	405
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 498	2 791
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 197 \$	3 196 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Produits d'intérêts reçus	1 288 \$	1 322 \$
Intérêts versés	40 \$	40 \$
Dividendes reçus	60 \$	78 \$

NOTES ANNEXES RÉSUMÉES (*non audité*)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements généraux

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) est une société inscrite en Bourse (Bourse de Toronto : GWO), constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse du siège social de la Compagnie est la suivante : 100, rue Osborne Nord, Winnipeg (Manitoba) Canada R3C 1V3. Lifeco est membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power (la Financière Power), et cette dernière est la société mère de la Compagnie.

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, l'épargne-retraite, la gestion de placements et la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis et en Europe, par l'entremise de ses principales filiales en exploitation, soit La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam).

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers) de la Compagnie au 31 mars 2015 et pour le trimestre clos à cette date ont été approuvés par le conseil d'administration en date du 7 mai 2015.

2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les présents états financiers devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels audités et aux notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2014. Certains chiffres correspondants au 31 mars 2014 présentés dans les états financiers ont été retraités à la suite de l'ajustement pour une période précédente décrit à la note 35 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie au 31 décembre 2014. Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, cet ajustement a donné lieu à une diminution de 8 \$ des autres éléments du résultat global, en raison des pertes de change latentes à la conversion des établissements à l'étranger. Cet ajustement n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net ni sur le bénéfice par action pour les périodes présentées dans ces états financiers.

Les états financiers de Lifeco au 31 mars 2015 ont été préparés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'IASB), ainsi qu'aux mêmes méthodes comptables et de calcul que celles qui ont été suivies dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, sauf dans les cas décrits ci-dessous.

La Compagnie a adopté les modifications à portée limitée des Normes internationales d'information financière (IFRS) pour les *Améliorations annuelles – Cycle 2010-2012*, les *Améliorations annuelles – Cycle 2011-2013* et IAS 19, *Avantages du personnel*, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2015. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

Comme il a été expliqué dans les états financiers consolidés annuels audités au 31 décembre 2014, aucune modification importante aux méthodes comptables futures n'aura d'incidence sur la Compagnie.

2. *Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables (suite)*

Utilisation d'estimations, d'hypothèses et de jugements importants

Aux fins de la préparation des présents états financiers, la direction doit porter des jugements importants, faire des estimations importantes et formuler des hypothèses importantes qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et sur l'information fournie à leur sujet. Bien que ces jugements et estimations comportent un degré d'incertitude inhérente, la direction est d'avis que les montants présentés sont raisonnables. Les principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et les secteurs où des jugements importants ont été portés sont décrits dans les méthodes comptables concernées, présentées dans les états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2014.

Les résultats de la Compagnie tiennent compte des jugements portés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions ainsi que du change à l'échelle mondiale. La provision pour pertes sur créances futures, incluse dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement de la Compagnie, est tributaire des notations des placements. La Compagnie a pour habitude d'utiliser les notations de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles.

3. Acquisition de J.P. Morgan Retirement Plan Services

Le 29 août 2014, la Compagnie a conclu l'acquisition de la totalité des titres de capitaux propres avec droit de vote de J.P. Morgan Retirement Plan Services (RPS), entreprise de services de tenue de dossiers du marché des groupes de grande taille, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, Great-West Financial. La Compagnie a présenté la répartition du prix d'achat sur les montants des actifs acquis, du goodwill et des passifs repris à la note 3 des états financiers annuels consolidés audités au 31 décembre 2014. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, la Compagnie a finalisé la répartition du prix d'achat sans apporter d'ajustement par rapport aux soldes présentés au 31 décembre 2014.

4. Placements de portefeuille

a) Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives des placements de portefeuille sont les suivantes :

	31 mars 2015		31 décembre 2014	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Obligations				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	80 868 \$	80 868 \$	77 833 \$	77 833 \$
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	1 934	1 934	2 167	2 167
Disponibles à la vente	13 077	13 077	9 990	9 990
Prêts et créances	14 016	15 975	13 178	14 659
	109 895	111 854	103 168	104 649
Prêts hypothécaires				
Résidentiels	7 557	8 071	7 238	7 653
Non résidentiels	13 627	14 997	13 308	14 514
	21 184	23 068	20 546	22 167
Actions				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	6 591	6 591	6 617	6 617
Disponibles à la vente	54	54	50	50
Disponibles à la vente, au coût ⁽²⁾	562	s.o.	560	s.o.
Méthode de la mise en équivalence	590	650	593	664
	7 797	7 295	7 820	7 331
Immeubles de placement	4 943	4 943	4 613	4 613
Total	143 819 \$	147 160 \$	136 147 \$	138 760 \$

(1) Un actif financier est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il élimine ou réduit considérablement une non-concordance comptable. Les variations de la juste valeur des actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compensées par les variations des passifs relatifs aux contrats d'assurance, car l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance est déterminée en fonction des actifs qui couvrent les passifs.

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il fait partie d'un portefeuille dont les titres sont négociés activement dans le but de générer des produits tirés des placements.

(2) Comme la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les placements sont détenus au coût et sont exclus du montant total présenté au titre de la juste valeur.

4. Placements de portefeuille (suite)

b) Les placements de portefeuille incluent les éléments suivants :

Valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation

	31 mars 2015	31 décembre 2014
Montants dépréciés par classement		
À la juste valeur par le biais du résultat net	365 \$	355 \$
Disponibles à la vente	14	14
Prêts et créances	24	15
Total	403 \$	384 \$

La valeur comptable des prêts et créances est présentée ci-dessus, déduction faite de provisions de 18 \$ et de 18 \$ au 31 mars 2015 et au 31 décembre 2014, respectivement.

c) Les produits nets tirés des placements se répartissent comme suit :

Pour le trimestre clos le 31 mars 2015	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers :						
Produits tirés des placements – gagnés	1 017 \$	243 \$	62 \$	88 \$	90 \$	1 500 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	73	—	1	—	—	74
Autres classements	5	8	—	—	—	13
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	—	1	—	—	—	1
Autres produits et charges	—	—	—	(25)	(27)	(52)
	1 095	252	63	63	63	1 536
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	45	—	—	—	—	45
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	2 577	—	162	55	114	2 908
	2 622	—	162	55	114	2 953
Total	3 717 \$	252 \$	225 \$	118 \$	177 \$	4 489 \$

4. Placements de portefeuille (suite)

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers :						
Produits tirés des placements – gagnés	994 \$	234 \$	71 \$	77 \$	130 \$	1 506 \$
Profits (pertes) nets réalisés						
Disponibles à la vente	12	—	(1)	—	—	11
Autres classements	9	2	—	—	—	11
Dotations à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	—	(1)	—	—	—	(1)
Autres produits et charges	—	—	—	(16)	(22)	(38)
	<u>1 015</u>	<u>235</u>	<u>70</u>	<u>61</u>	<u>108</u>	<u>1 489</u>
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	32	—	—	—	—	32
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	1 712	—	210	90	78	2 090
	<u>1 744</u>	<u>—</u>	<u>210</u>	<u>90</u>	<u>78</u>	<u>2 122</u>
Total	<u>2 759 \$</u>	<u>235 \$</u>	<u>280 \$</u>	<u>151 \$</u>	<u>186 \$</u>	<u>3 611 \$</u>

Les produits tirés des placements gagnés comprennent les produits générés par les placements classés comme disponibles à la vente, comme des prêts et créances et classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits tirés des placements liés aux obligations et aux prêts hypothécaires comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes et les produits tirés de la participation de la Compagnie dans IGM Financial Inc. et Allianz Ireland. Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs gagnés à l'égard de ces immeubles, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits tirés des placements réalisés sur les immeubles de placement.

5. Gestion du risque lié aux instruments financiers

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque lié au marché financier (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques du conseil d'administration est responsable du suivi des principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie à l'égard de la gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2014 de Lifeco. Certains risques sont présentés ci-dessous. Une analyse complète de la structure de gouvernance de la Compagnie et de son approche de gestion à l'égard du risque est présentée à la note intitulée Gestion du risque lié aux instruments financiers dans les états financiers consolidés audités de la Compagnie au 31 décembre 2014, ainsi qu'à la rubrique intitulée Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion de la Compagnie au 31 décembre 2014.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital relatives à la mise en œuvre et au suivi du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Compagnie subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance.

Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs liés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Aucun changement important n'est survenu depuis l'exercice clos le 31 décembre 2014.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance. La Compagnie gère ce risque en appliquant les politiques et les procédures suivantes :

- La Compagnie gère étroitement les liquidités d'exploitation au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de polices et le rendement de l'actif.
- La direction surveille régulièrement l'utilisation des marges de crédit et évalue continuellement la disponibilité de ces formes de crédit et d'autres formes de crédit aux fins de l'exploitation.
- La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La Compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou de transactions sur les marchés financiers. La Compagnie détient des marges de crédit obtenues auprès de banques à charte canadiennes.

c) Risque lié au marché financier

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché qui peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt (compte tenu de l'inflation) et le risque lié aux marchés boursiers.

5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)

Mise en garde au sujet des sensibilités au risque

Les présents états financiers contiennent des estimations de sensibilité et de mesures d'exposition relatives à certains risques, notamment la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;
- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être sensiblement différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs viennent à changer;
- des limites générales des modèles internes de la Compagnie.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses émises ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la Compagnie ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires correspondra à celle qui est indiquée.

i) Risque de change

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Compagnie et les instruments financiers qu'elle détient sont libellés en diverses devises. En ce qui concerne l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement qui n'est pas libellé dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer la Compagnie au risque que les pertes de change ne soient pas contrebalancées par des diminutions du passif. La Compagnie détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. De plus, les dettes de la Compagnie sont principalement libellées en dollars canadiens. En vertu des IFRS, les profits et les pertes de change liés à l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total des capitaux propres de la Compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des capitaux propres de la Compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

- Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation non significative du bénéfice net. Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation non significative du bénéfice net.

5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)

ii) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas appariement parfait entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs actuels sont utilisés dans la méthode canadienne axée sur le bilan pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux capitaux propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation), et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires pour tenir compte des possibilités de mauvaise estimation ou de détérioration future des meilleures estimations et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses éventualités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt, qui prévoient tour à tour l'augmentation, la diminution et la fluctuation des taux. La provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que l'ensemble de risques minimal défini dans les scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

La fourchette des taux d'intérêt couverts par ces provisions est établie en tenant compte des résultats historiques à long terme et elle fait l'objet d'une surveillance trimestrielle et d'un examen exhaustif annuel. De l'avis de la Compagnie, une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement n'aurait pas une incidence significative sur la fourchette des taux d'intérêt devant être couverts par les provisions. Toutefois, si elle se prolongeait, cette modification parallèle pourrait avoir une incidence sur les scénarios envisagés par la Compagnie.

Le total de la provision relative aux taux d'intérêt tient également compte des scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires :

- Une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt.
- Une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt.

Une autre façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification de 1 % de la fourchette des taux d'intérêt qui, selon la Compagnie, devraient être couverts par des provisions sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ayant une incidence sur le bénéfice attribuable aux actionnaires de la Compagnie :

- L'incidence d'une augmentation immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une diminution d'environ 93 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle donnerait lieu à une augmentation d'environ 55 \$ du bénéfice net.
- L'incidence d'une diminution immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une hausse d'environ 634 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 431 \$ du bénéfice net.

5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)

iii) Risque lié aux marchés boursiers

Le risque lié aux marchés boursiers correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs et des passifs découlant des fluctuations des marchés boursiers et à d'autres risques de prix. Afin d'atténuer le risque de prix, la politique de placement de la Compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies. Le risque associé aux garanties liées aux fonds distincts a été atténué au moyen d'un programme de couverture des garanties de retrait minimum à vie, lequel prévoit l'utilisation de contrats à terme standardisés sur actions, de contrats à terme de gré à gré sur devises et d'instruments dérivés sur taux. En ce qui a trait aux polices comportant des garanties liées aux fonds distincts, la Compagnie calcule généralement les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon un niveau d'espérance conditionnelle unilatérale 75 (ECU 75).

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des titres de capitaux propres non cotés en Bourse, notamment des produits de fonds distincts et des produits aux flux de trésorerie de durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des actions. Leur montant pourrait donc varier en conséquence. Une remontée de 10 % des valeurs des actions donnerait lieu à une diminution supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 39 \$, donnant lieu à son tour à une augmentation du bénéfice net d'environ 32 \$. Un recul de 10 % des valeurs des actions entraînerait une augmentation supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 151 \$, entraînant à son tour une diminution du bénéfice net d'environ 130 \$.

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif. L'incidence d'une augmentation de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une diminution d'environ 483 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui donnerait lieu à une augmentation du bénéfice net d'environ 380 \$. L'incidence d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une augmentation d'environ 512 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui entraînerait une diminution du bénéfice net d'environ 398 \$.

6. Évaluation à la juste valeur

La Compagnie a classé ses actifs et ses passifs évalués à la juste valeur selon la hiérarchie des justes valeurs suivante :

Les évaluations à la juste valeur de niveau 1 utilisent des données sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la Compagnie a accès. Les actifs et les passifs évalués selon le niveau 1 comprennent les titres de participation négociés activement, les contrats à terme standardisés négociés en Bourse ainsi que les fonds communs de placement et les fonds distincts dont les cours sont disponibles sur un marché actif et qui ne comportent pas de clauses de rachat restrictives.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 2 utilisent des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement. Ces données du niveau 2 comprennent les cours des actifs et des passifs similaires sur les marchés actifs ainsi que les données autres que les cours observables de l'actif et du passif, par exemple, les courbes des taux d'intérêt et de rendement observables à intervalles réguliers. Les justes valeurs de certains titres du niveau 2 ont été fournies par un service d'établissement des prix. Ces données incluent, sans s'y limiter, les rendements de référence, les négociations publiées, les prix obtenus des courtiers, les écarts des émetteurs, les marchés réciproques, les titres de référence, les offres et d'autres données de référence. Les actifs et les passifs correspondant au niveau 2 comprennent ceux dont le prix est évalué en fonction d'une méthode matricielle fondée sur la qualité du crédit et la durée moyenne, des titres de gouvernements et d'agences, des actions incessibles, un certain nombre d'obligations et d'actions privées, la plupart des obligations de sociétés assorties d'une notation élevée et de grande qualité, la plupart des titres adossés à des actifs, la plupart des contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les prêts hypothécaires. Les contrats d'investissement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compris dans le niveau 2.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 3 utilisent une ou plusieurs données importantes qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables; il s'agit de cas où il n'y a que peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif. Les valeurs pour la plupart des titres correspondant au niveau 3 ont été obtenues à partir des prix d'un seul courtier, de modèles internes d'établissement des prix ou d'évaluateurs externes. Les actifs et les passifs financiers évalués en fonction du niveau 3 comprennent généralement un certain nombre d'obligations, certains titres adossés à des actifs, des actions privées, les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les immeubles de placement.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des actifs et des passifs de la Compagnie évalués à la juste valeur sur une base récurrente, en fonction des niveaux de hiérarchie :

	31 mars 2015			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs évalués à la juste valeur				
Trésorerie	3 197 \$	— \$	— \$	3 197 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	—	82 713	89	82 802
Actions	6 533	7	51	6 591
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	6 533	82 720	140	89 393
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	—	13 076	1	13 077
Actions	53	—	1	54
Total des actifs financiers disponibles à la vente	53	13 076	2	13 131
Immeubles de placement	—	—	4 943	4 943
Dérivés ⁽¹⁾	1	582	—	583
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam	292	161	—	453
Autres actifs détenus à des fins de transaction	84	—	—	84
Autres ⁽²⁾	114	—	—	114
Total des actifs évalués à la juste valeur	10 274 \$	96 539 \$	5 085 \$	111 898 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	1 \$	1 892 \$	— \$	1 893 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	—	839	29	868
Autres passifs – autres	114	—	—	114
Total des passifs évalués à la juste valeur	115 \$	2 731 \$	29 \$	2 875 \$

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 99 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 312 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs et des passifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

	31 décembre 2014			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs évalués à la juste valeur				
Trésorerie	2 498 \$	— \$	— \$	2 498 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	—	79 914	86	80 000
Actions	6 594	6	17	6 617
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	6 594	79 920	103	86 617
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	—	9 989	1	9 990
Actions	49	—	1	50
Total des actifs financiers disponibles à la vente	49	9 989	2	10 040
Immeubles de placement	—	—	4 613	4 613
Dérivés ⁽¹⁾	1	651	—	652
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam	184	143	—	327
Autres actifs détenus à des fins de transaction	78	—	—	78
Autres ⁽²⁾	16	—	—	16
Total des actifs évalués à la juste valeur	9 420 \$	90 703 \$	4 718 \$	104 841 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	4 \$	1 191 \$	— \$	1 195 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	—	829	28	857
Autres passifs – autres	16	—	—	16
Total des passifs évalués à la juste valeur	20 \$	2 020 \$	28 \$	2 068 \$

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 52 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 273 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs et des passifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour lesquels la Compagnie a utilisé des données du niveau 3 :

31 mars 2015								
Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement	
Solde au début de l'exercice	86 \$	1 \$	17 \$	1 \$	4 613 \$	— \$	4 718 \$	28 \$
Total des profits								
Compris dans le résultat net	3	—	5	—	55	—	63	—
Compris dans les autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	—	—	—	—	99	—	99	—
Achats	—	—	31	—	180	—	211	—
Ventes	—	—	—	—	(4)	—	(4)	—
Autres	—	—	—	—	—	—	—	1
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	—	—	(2)	—	—	—	(2)	—
Solde à la fin de la période	89 \$	1 \$	51 \$	1 \$	4 943 \$	— \$	5 085 \$	29 \$
Total des profits pour la période compris dans les produits de placement nets	3 \$	— \$	5 \$	— \$	55 \$	— \$	63 \$	— \$
Variation des profits latents pour la période compris dans le résultat net pour les actifs détenus au 31 mars 2015	3 \$	— \$	5 \$	— \$	54 \$	— \$	62 \$	— \$

(1) Le montant des autres éléments du résultat global pour les immeubles de placement représente les profits de change latents.

(2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.

(3) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

(4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

	31 décembre 2014							
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	333 \$	24 \$	24 \$	1 \$	4 288 \$	21 \$	4 691 \$	30 \$
Total des profits (pertes)								
Compris dans le résultat net	6	—	(1)	—	262	1	268	—
Compris dans les autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	—	1	—	—	56	—	57	—
Achats	33	—	8	—	127	—	168	—
Ventes	—	—	(13)	—	(98)	(22)	(133)	—
Remboursements	(1)	—	—	—	—	—	(1)	—
Transfert dans les biens immobiliers occupés	—	—	—	—	(13)	—	(13)	—
Autres	—	—	—	—	(9)	—	(9)	(2)
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	(285)	(24)	(1)	—	—	—	(310)	—
Solde à la fin de l'exercice	86 \$	1 \$	17 \$	1 \$	4 613 \$	— \$	4 718 \$	28 \$
Total des profits (pertes) pour l'exercice compris dans les produits de placement nets	6 \$	— \$	(1) \$	— \$	262 \$	1 \$	268 \$	— \$
Variation des profits (pertes) latents pour l'exercice compris dans le résultat net pour les actifs détenus au 31 décembre 2014	6 \$	— \$	(3) \$	— \$	229 \$	1 \$	233 \$	— \$

(1) Le montant des autres éléments du résultat global pour les immeubles de placement représente les profits de change latents.

(2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.

(3) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

(4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des données importantes non observables utilisées en fin de période aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Type d'actif	Méthode d'évaluation	Données importantes non observables	Valeur des données	Interdépendance entre les données importantes non observables et l'évaluation de la juste valeur
Immeubles de placement	L'évaluation des immeubles de placement est généralement déterminée au moyen de modèles d'évaluation des immeubles qui sont fondés sur les taux de capitalisation attendus et sur des modèles qui actualisent le montant net des flux de trésorerie futurs prévus. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (hypothèses locatives, taux de location, dépenses d'investissement et dépenses d'exploitation futurs) et les taux d'actualisation, le taux de capitalisation réversif et le taux de capitalisation global applicables aux actifs selon les taux du marché.	Taux d'actualisation	Fourchette de 3,5 % à 10,3 %	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur.
		Taux réversif	Fourchette de 5,3 % à 8,3 %	Une diminution du taux réversif se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux réversif se traduirait par une diminution de la juste valeur.
		Taux d'inoccupation	Moyenne pondérée de 2,6 %	Une diminution du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une diminution de la juste valeur.

7. Fonds distincts et autres entités structurées

Au Canada, aux États-Unis et en Europe, la Compagnie offre des produits de fonds distincts qui sont désignés soit comme des fonds distincts, des comptes distincts ou des fonds en unités de compte, selon la région. Il s'agit de contrats établis par les assureurs à l'intention des titulaires de polices de fonds distincts, aux termes desquels le montant des prestations est directement lié au rendement des placements ainsi qu'aux risques et aux avantages inhérents aux fluctuations de la juste valeur, et les produits nets tirés des placements sont réalisés par les titulaires de polices de fonds distincts. Ces derniers doivent choisir des fonds distincts qui comprennent une gamme de placements sous-jacents. Bien que la Compagnie détienne les titres de propriété de ces placements, elle a l'obligation contractuelle de remettre les résultats de placement aux titulaires de polices de fonds distincts, et elle sépare ces placements de ses propres placements.

Au Canada et aux États-Unis, les actifs des fonds et des comptes distincts sont juridiquement séparés de l'actif général de la Compagnie selon les modalités du contrat à l'intention des titulaires de polices, et ils ne peuvent être utilisés pour régler les obligations de la Compagnie. En Europe, les actifs des fonds sont séparés de façon fonctionnelle et implicite de ceux de la Compagnie. En raison des modalités juridiques et implicites associées à ces fonds, leurs actifs et leurs passifs sont présentés dans des postes distincts des bilans consolidés, soit au poste Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts, et un passif correspondant est comptabilisé au poste Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts.

Dans les cas où l'actif du fonds distinct est investi dans des entités structurées et que l'on considère que le fonds exerce un contrôle sur ces entités, la Compagnie a présenté les participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices à titre de montants égaux et correspondants dans l'actif et le passif. Les montants ainsi présentés s'établissaient à 1 223 \$ au 31 mars 2015 (1 012 \$ au 31 décembre 2014).

7. *Fonds distincts et autres entités structurées (suite)*

Dans les comptes consolidés de résultat, toutes les sommes relatives aux produits liés aux titulaires de polices de fonds distincts, y compris les variations de la juste valeur et les produits nets tirés des placements, sont créditées aux titulaires de polices de fonds distincts et incluses dans les actifs et les passifs pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts dans les bilans consolidés. Étant donné que ces montants n'ont pas d'incidence directe sur les produits et les charges de la Compagnie, ils ne sont pas inclus séparément dans les comptes consolidés de résultat.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées à la valeur de marché des fonds de placement. Bien que ces fonds soient semblables aux fonds communs de placement, ils en diffèrent principalement du fait qu'ils sont assortis de garanties qui protègent les titulaires de polices de fonds distincts contre les reculs subis par les placements sous-jacents sur le marché. Ces garanties constituent la principale exposition de la Compagnie liée à ces fonds. La Compagnie comptabilise ces garanties au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement dans ses états financiers. Outre son exposition à ces garanties, la Compagnie court un risque à l'égard des honoraires qu'elle touche sur ces produits, car ils sont tributaires de la valeur de marché des fonds.

Au Canada, la Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers par l'entremise de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ces produits procurent des garanties de retrait minimum au décès ainsi que des garanties de retrait minimum de capitalisation à l'échéance.

Aux États-Unis, la Compagnie offre des rentes variables assorties de garanties de retrait minimum au décès par l'intermédiaire de Great-West Financial. La plupart prennent la forme de primes au décès, et la garantie vient à échéance lorsque le titulaire de la police atteint 70 ans.

En Europe, la Compagnie offre des produits unitaires à profit qui sont semblables aux produits de fonds distincts, mais qui offrent le regroupement des fonds des titulaires de polices et des taux d'intérêt crédités minimaux.

La Compagnie offre également des produits assortis d'une garantie de retrait minimum au Canada, aux États-Unis et en Europe. Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 31 mars 2015, la valeur de marché des produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne s'établissait à 3 320 \$ (3 016 \$ au 31 décembre 2014).

Le tableau suivant présente l'exposition de la Compagnie à ces garanties.

	31 mars 2015			
	Insuffisance d'investissement par type de prestations			
	Revenu	Échéance	Décès	Total⁽¹⁾
Exploitation canadienne	— \$	30 \$	91 \$	91 \$
Exploitation américaine	1	—	45	46
Exploitation européenne	418	58	88	503
Total	419 \$	88 \$	224 \$	640 \$

⁽¹⁾ Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux pour chaque police survienne le 31 mars 2015.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 31 mars 2015. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à 3 \$ pour le premier trimestre de 2015, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'exploitation européenne.

7. Fonds distincts et autres entités structurées (suite)

Se reporter à la rubrique Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion daté du 31 décembre 2014 de la Compagnie pour obtenir plus de renseignements sur l'exposition au risque inhérent aux garanties de la Compagnie et sur la façon dont elle gère ces risques.

Les tableaux ci-dessous présentent des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts, conformément aux exigences de présentation de l'information prévues par la loi qui s'appliquent dans chacune des régions où la Compagnie exerce ses activités :

a) Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts

	31 mars 2015	31 décembre 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 940 \$	11 052 \$
Obligations	41 365	37 912
Prêts hypothécaires	2 565	2 508
Actions et parts de fiducies d'investissement à participation unitaire	74 249	68 911
Fonds communs de placement	50 603	46 707
Immeubles de placement	9 588	9 533
	189 310	176 623
Produits à recevoir	392	364
Autres passifs	(3 492)	(3 033)
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	1 223	1 012
Total	187 433 \$	174 966 \$

b) Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2015	2014
Solde au début de l'exercice	174 966 \$	160 779 \$
Ajouter (déduire) :		
Dépôts des titulaires de polices	5 016	6 310
Produits nets tirés des placements	231	265
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	1 593	1 160
Profits en capital latents sur les placements, montant net	7 810	2 462
Profits latents attribuables aux fluctuations des taux de change	2 331	3 981
Retraits des titulaires de polices	(4 742)	(4 928)
Placement des fonds distincts dans le fonds général	(7)	(377)
Placement du fonds général dans les fonds distincts	(1)	—
Virement du fonds général, montant net	25	13
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	211	27
Autres	—	(2)
Total	12 467	8 911
Solde à la fin de la période	187 433 \$	169 690 \$

7. Fonds distincts et autres entités structurées (suite)

c) Produits tirés des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2015	2014
Produits nets tirés des placements	231 \$	265 \$
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	1 593	1 160
Profits en capital latents sur les placements, montant net	7 810	2 462
Profits latents attribuables aux fluctuations des taux de change	2 331	3 981
Total	11 965	7 868
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	11 965	7 868
Montant net	— \$	— \$

d) Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts en fonction des niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur (note 6)

	31 mars 2015			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ⁽¹⁾	122 857 \$	56 993 \$	10 575 \$	190 425 \$

⁽¹⁾ Compte non tenu d'un montant de 2 992 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

	31 décembre 2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ⁽¹⁾	112 189 \$	54 942 \$	10 390 \$	177 521 \$

⁽¹⁾ Compte non tenu d'un montant de 2 555 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

Au premier trimestre de 2015, des placements dans des actions étrangères d'une valeur de 2 230 \$ ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 (2 234 \$ transférés du niveau 1 au niveau 2 au 31 décembre 2014), car la Compagnie avait été en mesure d'obtenir des prix cotés observables sur des marchés actifs.

Les actifs du niveau 2 incluent les actifs pour lesquels les sources de prix du marché usuelles ne fournissent pas la juste valeur et pour lesquels la Compagnie ne peut évaluer les actifs sous-jacents.

7. *Fonds distincts et autres entités structurées (suite)*

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts évalués à la juste valeur pour lesquels la Compagnie a utilisé les données du niveau 3 :

	31 mars 2015	31 décembre 2014
Solde au début de l'exercice	10 390 \$	9 298 \$
Total des profits inclus dans les produits tirés des placements liés aux fonds distincts	210	782
Achats	136	919
Ventes	(161)	(603)
Transferts vers le niveau 3	—	4
Transferts hors du niveau 3	—	(10)
Solde à la fin de la période	10 575 \$	10 390 \$

Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples.

Autres entités structurées

En plus des fonds distincts, la Compagnie détient des participations dans un certain nombre d'entités structurées non consolidées, notamment des fonds communs de placement, des sociétés d'investissement à capital variable et des fiducies d'investissement à participation unitaire. Ces entités sont créées afin d'offrir des options stratégiques aux porteurs de parts, selon les directives de chaque fonds.

Certains de ces fonds sont gérés par des parties liées à la Compagnie, et la Compagnie touche des honoraires de gestion pour ces services. Les frais de gestion sont variables en raison de divers facteurs, comme le rendement des marchés et des secteurs dans lesquels le fonds investit. L'augmentation ou la diminution des honoraires de gestion des fonds de placement est généralement directement liée aux variations de l'actif géré, lesquelles subissent l'incidence de la conjoncture du marché, ainsi que des entrées et des sorties d'actifs de clients.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à une diminution de l'actif géré et des honoraires comprennent les replis des marchés boursiers, les fluctuations des marchés des titres à revenu fixe, les variations des taux d'intérêt, les défaillances, les rachats et les autres retraits, les risques politiques et les autres risques économiques, l'évolution des tendances en matière de placement et le rendement de placement relatif. Le risque provient du fait que les honoraires peuvent fluctuer, mais que les charges et le recouvrement des charges initiales demeurent relativement fixes, ainsi que du fait que la conjoncture du marché peut entraîner une modification de la composition de l'actif se traduisant éventuellement par une variation des produits.

8. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

	31 mars 2015		
	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	154 494 \$	5 187 \$	149 307 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	868	—	868
Total	155 362 \$	5 187 \$	150 175 \$

	31 décembre 2014		
	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	145 198 \$	5 151 \$	140 047 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	857	—	857
Total	146 055 \$	5 151 \$	140 904 \$

9. Charges financières

Les charges financières s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2015	2014
Charges d'exploitation :		
Intérêts sur les marges de crédit à l'exploitation et les instruments d'emprunt à court terme	1 \$	1 \$
Charges d'exploitation :		
Intérêts sur les débetures à long terme et les autres instruments d'emprunt	66	66
Intérêts sur les débetures de fiducies de capital	3	3
Autres	7	6
	76	75
Total	77 \$	76 \$

10. Capital social

Actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les 31 mars			
	2015		2014	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
Actions ordinaires				
Solde au début de l'exercice	996 699 371	7 102 \$	999 402 079	7 112 \$
Achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(765 450)	(26)	(425 878)	(13)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	—	21	—	10
Exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions	1 670 744	57	182 362	6
Solde à la fin de la période	997 604 665	7 154 \$	999 158 563	7 115 \$

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 5 décembre 2014, la Compagnie a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'au plus 8 000 000 de ses actions ordinaires aux fins d'annulation, au cours du marché. L'offre a débuté le 9 décembre 2014 et se terminera le 8 décembre 2015.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, la Compagnie a racheté puis annulé 765 450 actions ordinaires au coût de 26 \$ (425 878 au cours du trimestre clos le 31 mars 2014 dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au coût de 13 \$). Le capital social de la Compagnie a été diminué de la valeur comptable moyenne des actions rachetées aux fins d'annulation. L'excédent payé sur la valeur comptable moyenne s'est établi à 21 \$ et a été comptabilisé à titre de réduction des capitaux propres (10 \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités).

11. Bénéfice par action ordinaire

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2015	2014
Bénéfice		
Bénéfice net	732 \$	616 \$
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiées	(32)	(29)
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	700 \$	587 \$
 Nombre d’actions ordinaires		
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation	996 852 230	999 215 630
Ajouter : exercice potentiel d’options sur actions en cours	2 279 239	1 258 267
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation – dilué	999 131 469	1 000 473 897
 Bénéfice de base par action ordinaire	0,702 \$	0,587 \$
 Bénéfice dilué par action ordinaire	0,700 \$	0,587 \$
 Dividendes par action ordinaire	0,3260 \$	0,3075 \$

12. Gestion du capital

a) Politiques et objectifs

La gestion du capital consiste à établir et à maintenir de façon constante la quantité et la qualité du capital pour les besoins de la Compagnie et à faire en sorte que celui-ci soit affecté conformément aux attentes des parties prenantes de la Compagnie. À cet égard, le conseil d’administration considère que les principales parties prenantes sont les actionnaires, les titulaires de polices et les détenteurs de créances subordonnées de la Compagnie, ainsi que les organismes de réglementation concernés dans les divers territoires où la Compagnie et ses filiales exercent leurs activités.

La Compagnie gère son capital sur une base consolidée ainsi qu’au niveau de chaque filiale en exploitation. Les principaux objectifs de la stratégie de gestion du capital de la Compagnie sont les suivants :

- maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités;
- conserver d’excellentes notations de crédit et de solidité financière qui lui garantissent un accès stable aux marchés financiers;
- offrir une structure du capital efficace afin de maximiser la valeur pour les actionnaires, en tenant compte des risques d’exploitation et des plans stratégiques de la Compagnie.

Le processus de planification en matière de capital incombe au chef des services financiers de la Compagnie. Le plan de capital est examiné par le comité de direction du conseil d’administration et approuvé par le conseil d’administration de la Compagnie, sur une base annuelle. Le conseil d’administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

La capitalisation cible de la Compagnie et de ses filiales est déterminée en tenant compte de divers facteurs tels que la probabilité qu’elle devienne inférieure aux exigences minimales de capital réglementaire dans les territoires où les activités sont exercées, les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d’autres notations à la Compagnie et la volonté de réunir suffisamment de capitaux pour avoir un degré de confiance élevé quant à sa capacité de respecter ses obligations envers les titulaires de polices et ses autres obligations.

12. Gestion du capital (suite)

b) Capital réglementaire

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales : le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent. À cette fin, divers ajouts au capital ou diverses déductions de ce dernier sont prescrits par les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada. Le tableau qui suit présente un sommaire des données et des ratios ayant trait au montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent et l'information connexe de la Great-West :

	31 mars 2015	31 décembre 2014
Capital de première catégorie ajusté, montant net	11 516 \$	11 132 \$
Capital de deuxième catégorie, montant net	2 635	2 530
Total du capital disponible	14 151 \$	13 662 \$
Total du capital requis	6 376 \$	6 092 \$
Ratio du capital de première catégorie	181 %	183 %
Ratio du capital total	222 %	224 %

D'autres établissements et filiales à l'étranger de la Compagnie doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Au 31 décembre 2014, la Compagnie maintenait la capitalisation à un niveau excédant les exigences minimales réglementaires locales dans chacun des territoires de ses autres établissements à l'étranger.

13. Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le total de la charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi incluse dans les charges d'exploitation et les autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2015	2014
Régimes de retraite		
Coût des services	50 \$	39 \$
Coût financier, montant net	6	1
	<u>56</u>	<u>40</u>
Autres avantages postérieurs à l'emploi		
Coût des services	1	—
Coût financier, montant net	4	5
	<u>5</u>	<u>5</u>
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – comptes consolidés de résultat	<u>61</u>	<u>45</u>
Réévaluations des régimes de retraite		
Perte actuarielle comptabilisée	537	225
Rendement plus élevé que le rendement prévu de l'actif	(420)	(119)
Frais administratifs moins élevés que prévu	—	(1)
Variation du plafond de l'actif	85	(7)
Perte au titre des réévaluations des régimes de retraite	<u>202</u>	<u>98</u>
Réévaluations des autres avantages postérieurs à l'emploi		
Perte actuarielle comptabilisée	17	18
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – autres éléments de perte globale	<u>219</u>	<u>116</u>
Total de la charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages	<u>280 \$</u>	<u>161 \$</u>

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2015, la Compagnie a engagé des pertes actuarielles de 4 \$ liées aux réévaluations de régimes de retraite, lesquelles ne sont pas incluses dans le tableau ci-dessus (pertes actuarielles de 4 \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2014). Ce montant représente la quote-part de la Compagnie des gains et des pertes liés à la réévaluation du régime de retraite découlant d'un placement dans une entreprise associée comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau ci-après présente le taux d'actualisation moyen pondéré des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi qui a été utilisé pour réévaluer l'obligation au titre des prestations définies aux dates suivantes :

	Taux d'actualisation moyen pondéré	
31 mars 2015 (31 mars 2014)	3,1 %	(4,3) %
31 décembre 2014 (31 décembre 2013)	3,5 %	(4,7) %

14. Impôt sur le résultat

a) Charge d'impôt

La charge d'impôt se compose des éléments suivants :

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2015	2014
Impôt exigible	149 \$	106 \$
Impôt différé	75	67
Total de la charge d'impôt sur le résultat	224 \$	173 \$

b) Taux d'imposition effectif

Pour le trimestre clos le 31 mars 2015, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 23 %, comparativement à 19 % pour l'ensemble de l'exercice 2014 et à 21 % pour le trimestre clos le 31 mars 2014. Les taux d'imposition effectifs sont généralement inférieurs au taux d'imposition de la Compagnie prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre clos le 31 mars 2015 est plus élevé que celui pour le trimestre clos le 31 mars 2014 et celui pour l'ensemble de l'exercice 2014 principalement en raison du fait qu'une plus faible proportion du bénéfice de la Compagnie était composée de produits non imposables tirés des placements, ou assujettie à des taux d'imposition moins élevés dans des territoires étrangers, ainsi qu'en raison de l'augmentation des réserves au titre des positions fiscales incertaines.

c) Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre de différences temporaires déductibles, de pertes et d'autres reports en avant non utilisés dans la mesure où la réalisation des avantages d'impôt connexes par l'entremise des bénéfices imposables futurs est probable.

La comptabilisation se fonde sur le fait qu'il est probable que la Compagnie enregistrera des bénéfices imposables ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale, et ainsi utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. Le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

L'actif d'impôt différé comporte des soldes qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs. Or, les entités pertinentes ont subi des pertes soit durant l'exercice en cours, soit à l'exercice précédent. Le total de l'actif d'impôt différé pour les entités visées les plus importantes était de 1 311 \$ au 31 mars 2015 (1 216 \$ au 31 décembre 2014).

15. Provisions et passif éventuel (changements survenus après la publication des états financiers consolidés datés du 31 décembre 2014)

Événement postérieur

Le 15 avril 2015, la United States Court of Appeals for the Second Circuit a rendu sa décision relativement à la deuxième poursuite civile concernant une filiale de la Compagnie, Putnam Advisory Company, LLC. La décision annule le rejet de la poursuite et renvoie la cause devant une instance inférieure.

16. Information sectorielle

Résultat net consolidé

Pour le trimestre clos le 31 mars 2015

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net	2 667 \$	729 \$	3 536 \$	— \$	6 932 \$
Produits nets tirés des placements					
Produits nets tirés des placements – réguliers	629	395	513	(1)	1 536
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 376	232	1 345	—	2 953
Total des produits nets tirés des placements	2 005	627	1 858	(1)	4 489
Honoraires et autres produits	358	573	327	—	1 258
	5 030	1 929	5 721	(1)	12 679
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	3 765	1 121	5 003	—	9 889
Autres ⁽¹⁾	763	586	324	4	1 677
Charges financières	29	36	12	—	77
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	14	17	5	—	36
Coûts de restructuration et d'acquisition	—	1	6	—	7
Bénéfice (perte) avant impôt	459	168	371	(5)	993
Impôt sur le résultat	123	44	58	(1)	224
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	336	124	313	(4)	769
Participations ne donnant pas le contrôle	33	2	2	—	37
Bénéfice net (perte nette)	303	122	311	(4)	732
Dividendes – détenteurs d'actions privilegiées	26	—	6	—	32
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	277	122	305	(4)	700
Incidence de la répartition du capital	22	(1)	(19)	(2)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	299 \$	121 \$	286 \$	(6) \$	700 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

16. Information sectorielle (suite)

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net	2 613 \$	812 \$	1 842 \$	— \$	5 267 \$
Produits nets tirés des placements					
Produits nets tirés des placements – réguliers	638	357	498	(4)	1 489
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	947	323	852	—	2 122
Total des produits nets tirés des placements	1 585	680	1 350	(4)	3 611
Honoraires et autres produits	344	419	296	—	1 059
	<u>4 542</u>	<u>1 911</u>	<u>3 488</u>	<u>(4)</u>	<u>9 937</u>
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	3 365	1 298	2 826	—	7 489
Autres ⁽¹⁾	715	494	310	4	1 523
Charges financières	29	35	12	—	76
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	13	15	5	—	33
Coûts de restructuration et d'acquisition	—	—	5	—	5
Bénéfice (perte) avant impôt	420	69	330	(8)	811
Impôt sur le résultat	105	23	47	(2)	173
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	315	46	283	(6)	638
Participations ne donnant pas le contrôle	22	1	(1)	—	22
Bénéfice net (perte nette)	293	45	284	(6)	616
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	23	—	6	—	29
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	270	45	278	(6)	587
Incidence de la répartition du capital	24	(4)	(19)	(1)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	<u>294 \$</u>	<u>41 \$</u>	<u>259 \$</u>	<u>(7) \$</u>	<u>587 \$</u>

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

GREAT-WEST LIFECO_{INC.}

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA CORPORATION FINANCIÈRE POWER^{MC}

Protéger notre avenir

La Great-West Lifeco attache beaucoup d'importance à la responsabilité environnementale; pour cette raison, elle s'efforce d'exercer ses activités de façon équilibrée et durable.

Dans le but de réduire notre empreinte environnementale, le présent rapport a été imprimé sur du papier qui contient au moins 30 % de fibres recyclées après consommation. Lorsque vous aurez terminé la lecture du présent rapport, veuillez le mettre au recyclage. Vous pouvez également le télécharger en vous rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com.

Ce papier est certifié Forest Stewardship Council® (FSC®) par Rainforest Alliance.